

L'empreinte militaire russe en Méditerranée orientale à l'horizon 2035

(mis à jour juin 2020)

ISABELLE FACON – PHILIPPE GROS – VINCENT TOURET

En partenariat avec



SOMMAIRE

TABLE DES ABREVIATIONS.....	1
RESUME	2
INTRODUCTION.....	3
PARTIE 1 - L'EMPREINTE MILITAIRE RUSSE EN MEDITERRANEE ORIENTALE A L'HORIZON 2035	5
1. STRATEGIE.....	5
1.1. La Méditerranée orientale et la sécurité de la Russie : une logique de continuum.....	6
1.2. La Méditerranée orientale et les ambitions internationales de Moscou.....	7
2. CAPACITES OPERATIONNELLES.....	8
2.1. Développements du dispositif russe	9
2.1.1. Le groupement de forces permanent en Méditerranée et son lien à la flotte de la mer Noire.....	9
2.1.2. La présence en Syrie	13
2.2. Des partenariats stratégiques durcis.....	16
CONCLUSION	18
PARTIE 2 - IMPLICATIONS ET RECOMMANDATIONS.....	21
1. QUEL POTENTIEL CAPACITAIRE RUSSE EN MEDOR ET QUELLES IMPLICATIONS EN CAS DE CONFLIT ?	21
1.1. Esquisse d'analyse par grands types d'opérations	22
1.1.1. Contrôle du milieu aérien	22
1.1.2. Contrôle du milieu naval.....	23
1.1.3. Contrôle et action dans le domaine électromagnétique	24
1.1.4. Opérations d'interdiction.....	24
1.2. Conclusions	26
2. RECOMMANDATIONS.....	27
REFERENCES	30

Table des abréviations

A2/AD	<i>Anti-Access / Area Denial</i>
GNSS	<i>Global Navigation Satellite System</i>
MEDOR	Méditerranée orientale
ROEM	Renseignement d'origine électromagnétique
SACP	Sol-air courte portée
SALP	Sol-air longue portée
VKS	<i>Voenna Kosmitcheskie Sily</i>
VMF	<i>Voenna-Morskoï flot</i>

Résumé

La présence permanente qu’entretient la Russie en Méditerranée orientale répond à plusieurs objectifs : interdire toute base régionale à des forces hostiles pouvant menacer son territoire et protéger le flanc sud du pays face aux Etats-Unis et à l’OTAN, suivant, selon certains, une logique émergente de « bastion stratégique méridional ». Elle relève également du marqueur de puissance, sur un théâtre pertinent pour la compétition avec les Etats-Unis : elle permet de faire pression sur les puissances occidentales dans leurs zones d’intérêt stratégique. La Russie pourrait à terme chercher à remettre en cause la suprématie de l’OTAN en Méditerranée centrale également, par un éventuel positionnement en Libye. Enfin, aux yeux des Russes, la présence permanente en Méditerranée offre un accès à « l’océan mondial ».

Pour servir ces desseins, la Russie a renforcé ses capacités opérationnelles en MEDOR, y déployant ce que certains estiment être une véritable bulle A2/AD. En premier lieu, le groupe de forces permanent en Méditerranée, formellement rattaché à la flotte de la mer Noire, peut compter en théorie jusqu’à une quinzaine de bâtiments de combat et de soutien. A l’avenir, il ne croîtra probablement qu’à la marge et plus particulièrement dans le domaine sous-marin. La Russie compense cette faiblesse numérique par la « Kalibrisation » de ses plateformes, la généralisation de leur dotation en missiles de croisière *Kalibr*, au cœur de la mission de dissuasion conventionnelle comme nucléaire non-stratégique. En second lieu, Moscou a enraciné le statut de la Syrie comme le principal point d’accès de sa stratégie moyen-orientale : son dispositif y restera structuré autour du « double centre de gravité » constitué par le port de Tartous, transformé en véritable base de soutien et la base aérienne de Hmeimim, PC de théâtre, cœur de la puissance aérienne et du système intégré de défense antiaérienne russe dans la région. Enfin, la Russie accompagne son effort diplomatique de coopérations à caractère commercial permettant le cas échéant de donner une dimension stratégique à plusieurs relations bilatérales, avec la Turquie et l’Egypte en particulier.

Ces capacités impliquent que ce dispositif apparaît effectivement bien taillé pour contribuer à la stratégie d’influence, dissuader les actions adverses en opérant comme un « tripwire », voire interdire les entreprises de certains acteurs de la zone. Il semble en outre suffisamment robuste pour interdire les approches littorales du Levant voire le bassin Levantin à une coalition limitée à laquelle ne participerait pas les Américains, cas de figure le plus contraignant pour nos armées. En revanche, ses capacités (conventionnelles) semblent nettement moins convaincantes dans le cas de la confrontation plus large avec l’OTAN : on peut douter que leur volume suffise à obtenir une diversion de capacités significatives, un étalement horizontal des forces de l’OTAN ou soit en mesure de résister à des modes d’action saturants...sauf à obtenir des renforts importants, une perspective pour une large part tributaire du degré de permissivité d’Ankara quant aux passages des détroits. Cette présence russe peut avoir enfin pour implication de complexifier considérablement nos environnements opérationnels, par exemple en hybridant les capacités d’un adversaire que Moscou serait amené à soutenir. Cette présence incite d’une part à des ajustements de déploiement ou d’entraînement, en coopération, sur le court terme, et souligne d’autre part

l’intérêt à lancer ou poursuivre de multiples développements capacitaires de plus long terme.

Introduction

Au printemps 2019, lors du déploiement en Méditerranée orientale du porte-avions français *Charles de Gaulle*, la Russie a renforcé son propre dispositif sur la zone, y dépêchant la toute nouvelle frégate *Admiral Gorchkov* (projet 22350), entrée en service en juillet 2018, et le grand bâtiment de lutte anti-sous-marin *Severomorsk* (projet 1155, flotte du Nord), tandis qu’un sous-marin de classe *Kilo* de la flotte de la mer Noire (le *Krasnodar* B-265) passait les détroits turcs pour rejoindre les chantiers de l’Amirauté à Saint-Pétersbourg pour entretien (portant ainsi momentanément à trois le nombre de sous-marins armés de missiles *Kalibr* en Méditerranée)¹.

La présence russe en Méditerranée orientale est appelée à s’enraciner dans un temps long. C’est ce qu’affirmait par exemple, en juin 2018, l’amiral Vladimir Korolev, alors commandant de la Flotte de guerre russe (*Voenno-Morskoi flot, VMF*) : « *personne ne doute que notre présence dans la Méditerranée est sérieuse et durera longtemps* »².

Cette présence avait commencé à s’étoffer dès avant les événements en Ukraine et l’intervention militaire russe en Syrie : la Russie avait en effet déjà entrepris le développement actif de liens avec différents acteurs clefs en MEDOR (Syrie, Egypte, Israël) ainsi que la restauration d’une présence navale permanente en Méditerranée, effective dès 2013.

Cependant, la guerre en Syrie a donné à la Russie l’opportunité de développer son influence avec une intensité que la situation antérieure ne lui aurait probablement pas permise – et qu’une non-intervention de sa part aurait aussi pu dégrader fortement, si le régime syrien avait été remplacé par des forces sunnites et/ou des forces favorables aux puissances occidentales³. Si bien qu’aujourd’hui, certains chercheurs parlent de la Russie comme d’« *un élément stratégique pivot dans la région Méditerranée orientale* »⁴. Moscou a, dans ce cadre, profité du déclin de l’intérêt américain pour le Moyen-Orient, ce qui lui a permis de rehausser son profil régional en dépit des contraintes objectives qui pèsent sur ses ambitions, notamment ses capacitaires militaires.

Ainsi, la déclaration de l’amiral Korolev correspond à la fois à la volonté de la Russie de reprendre pied au Moyen-Orient et de consolider les positions que son effort diplomatique et militaire en Syrie lui a offertes. Elle est également liée à ses préoccupations de sécurité quant à l’espace mer Noire et à son flanc sud. Pour autant, malgré l’importance relative des moyens récemment déployés, les dispositifs russes sont loin d’être exempts de faiblesse.

La présente note propose donc de caractériser en première partie les intentions stratégiques sous-tendant ce déploiement, sa nature capacitaire ainsi que les partenariats recherchés par Moscou puis dans une seconde partie d’en tirer les implications, tout particulièrement l’impact plausible de ces capacités russes sur nos systèmes de force, et d’en proposer

quelques recommandations, en cohérence avec celles formulées dans la note n°4 sur les *stratégies de sécurité en Méditerranée*.

Partie 1 - L’empreinte militaire russe en Méditerranée orientale à l’horizon 2035

1. Stratégie

Le document stratégique « Fondements de la politique de l’Etat dans le domaine naval à l’horizon 2030 » signé par le président Poutine le 20 juillet 2017 (oukase présidentiel n° 327) évoque, dans les « principaux objectifs de l’activité navale à fins de prévention des conflits militaires et de dissuasion stratégique », « *la présence navale permanente de la Fédération de Russie en Méditerranée et d’autres zones d’importance stratégique de l’océan mondial* ».

Les objectifs de la Russie en Méditerranée orientale vont bien au-delà de la volonté de Moscou de sauver le régime de Bashar el-Assad et de préserver ses positions anciennes en Syrie. D’une certaine façon, la guerre en Syrie aura été pour Moscou une occasion de relancer une stratégie de retour en Méditerranée et au Moyen-Orient qu’elle avait engagée au milieu des années 2000 mais qui s’était trouvée compliquée et ralentie par les effets des printemps arabes⁵.

D’abord portée par le souci de Moscou de renforcer son profil diplomatique et de positionner ses intérêts économiques, la stratégie moyen-orientale de la Russie a rapidement inclus des dimensions militaires. La Russie a commencé à accroître son activité en Méditerranée dès 2008⁶. En 2010, l’amiral Vissotskiï, alors commandant de la Marine de guerre russe, avait fait état de plans selon lesquels le gouvernement russe entendait rééquiper le modeste point d’appui naval de Tartous en vue de lui permettre d’accueillir des bâtiments de premier rang, y compris l’unique porte-avions russe, l’*Admiral Kouznetsov*⁷. Un temps freinée par le conflit en Syrie, la revalorisation de ce point d’appui logistique et technique s’est accélérée avec l’intervention militaire russe engagée en 2015, Tartous étant mis à contribution pour faciliter l’acheminement de l’aide militaire à Damas, qui s’est aussi beaucoup réalisé par le port de Lattaquié.

C’est en tenant compte de ce contexte qu’il convient d’apprécier le développement des capacités militaires russes dans la région depuis 2015, concomitant à la recherche de partenariats stratégiques avec des pays riverains clefs de la Méditerranée – le tout s’inscrivant dans une perspective de long terme dans la mesure où les objectifs que la Russie poursuit dans la région sont d’ordres stratégique et sécuritaire.

1.1. La Méditerranée orientale et la sécurité de la Russie : une logique de continuum

Pour les autorités russes, la présence permanente en Méditerranée orientale doit limiter le risque que la zone serve de base à partir de laquelle des forces hostiles pourraient porter atteinte au territoire de la Russie, quelles que soient lesdites forces. L’intervention russe en Syrie était ainsi guidée en partie par la perception d’un continuum de sécurité entre le Moyen-Orient et la Russie ainsi que son « étranger proche » méridional, une perception validée, dans l’esprit des autorités russes, par la présence de djihadistes russes et centrasiatiques dans les rangs de l’Etat islamique en Syrie.

La stratégie de la Russie en Méditerranée orientale s’inscrit aussi dans un impératif de protection du flanc sud du pays face aux Etats-Unis et à l’OTAN. Cet impératif est perçu comme d’autant plus sensible que les Etats membres de l’OTAN ne reconnaissent pas l’appartenance de la Crimée à la Russie, et que Moscou considère qu’il est impossible d’exclure que des forces ukrainiennes puissent chercher à porter atteinte aux intérêts russes, notamment en mer d’Azov – les tensions autour du détroit de Kertch alimentant cette vision des choses. Cette lecture de la situation stratégique suscite, selon certains experts, la constitution d’un « bastion stratégique méridional » qui s’articulerait autour de la Crimée, rattachée au District militaire Sud dès après l’annexion, les forces russes rattachées à ce District, ainsi que les bases russes en Arménie et en Géorgie qui en relèvent également. **D’un point de vue militaire, l’escadron permanent en Méditerranée (voir *infra*) et les emprises militaires russes en Syrie (Tartous, Hmeimim) joueraient un rôle clef dans le cadre de ce « bastion » (qui ferait écho au bastion stratégique Nord)⁸.** En tout état de cause, en affirmant sa présence en Méditerranée orientale, voire, à terme, plus à l’ouest, la Russie pourrait bien chercher à tenir la pression militaire occidentale à la plus grande distance possible du cœur de ses intérêts stratégiques (mer Noire, Caucase), orchestrant ainsi une forme de « *diversion stratégique* » dont elle éprouverait d’autant plus le besoin qu’elle ressent depuis la crise ukrainienne une plus forte pression à ses frontières⁹. Cela pourrait également constituer un élément de réponse à l’affirmation de l’OTAN dans les Balkans, par laquelle l’Alliance acquiert de nouvelles positions à proximité de la mer Noire¹⁰.

C’était d’ailleurs, du temps de la Guerre froide, l’une des fonctions de la Vème escadre, créée en 1967¹¹ : symbole physique de la grandeur de l’Etat soviétique face à la VIème flotte américaine, outil diplomatique destiné à marquer, par sa présence, le soutien aux alliés de l’URSS dans la région, l’escadre (30 à 50 bâtiments selon les périodes) assurait une fonction de défense maritime avancée. Comme leurs prédécesseurs de l’empire russe, les stratèges soviétiques estimaient nécessaire qu’un certain nombre de leurs navires de guerre soient déployés hors de la mer Noire et opèrent à l’avant de ce théâtre, en Méditerranée orientale. Ainsi, une présence navale russe dans la zone « *a toujours été vue comme nécessaire spécifiquement pour protéger et empêcher le blocage de l’une des artères économiques et stratégiques du pays – les détroits turcs conduisant de la mer Noire à la Méditerranée* »¹². Appelée ainsi à protéger le flanc sud du pays, la Vème escadre devait « *aider l’Union soviétique à se défendre contre toute activité hostile par les forces navales de l’OTAN opérant en Méditerranée orientale* »¹³.

1.2. La Méditerranée orientale et les ambitions internationales de Moscou

Un autre élément qui permet de supposer que la présence militaire russe en Méditerranée orientale n’est pas ponctuelle, c’est-à-dire liée uniquement aux besoins de l’intervention en Syrie, mais qu’elle s’ancre dans le long terme est **l’importance que les autorités russes confèrent au fait de détenir une influence dans la zone Moyen-Orient/Méditerranée orientale comme marqueur de puissance**. Si, dès le milieu des années 2000, la Russie entreprend un retour sur la scène moyen-orientale, c’est que le Kremlin y voit un test clef de son projet de faire reconnaître le pays comme une grande puissance à vocation globale : « *ceux qui ont des positions fortes dans cette région auront des positions fortes dans le monde* », résume Fiodor Loukianov, politologue russe réputé proche des cercles du pouvoir¹⁴.

Au sein du pouvoir russe, **la Méditerranée est perçue comme un théâtre pertinent pour la compétition avec les Etats-Unis**, d’autant que le rapport de forces, même au niveau politique, s’y est rééquilibré depuis l’intervention de la Russie en Syrie. Son soutien résolu à Bashar el-Assad alimente l’idée qu’elle peut représenter une alternative aux Etats-Unis, dont la présence dans la région semble, depuis une dizaine d’années, moins influente stratégiquement (au-delà du contre-terrorisme) et devient pour l’avenir très incertaine. De fait, la stratégie méditerranéenne de Moscou découle de sa volonté de réduire, ici comme ailleurs, l’empreinte des Occidentaux, dont elle estime que leur politique vise à l’empêcher de peser dans les affaires du monde. Il s’agit donc, par une présence plus visible en Méditerranée orientale, de susciter l’intérêt de pays en quête d’appuis et de diversification des partenariats. Dans ce cadre, la perception répandue dans la région que les Etats-Unis ne sont plus un partenaire fiable ne lui a pas échappé, et sert bien sûr ses intérêts. Il s’agit également de créer une **pression sur les puissances occidentales dans des zones d’intérêt stratégique** pour elles (comme ces dernières l’ont fait, dans la vision des Russes, dans sa « sphère d’intérêts privilégiés »¹⁵), et en particulier de **contester la suprématie navale américaine** en Méditerranée orientale – suprématie qui s’est érodée du fait de la réorientation de l’intérêt stratégique américain vers le Pacifique¹⁶.

Selon certains experts américains, **la Russie pourrait à terme chercher à remettre en cause la suprématie de l’OTAN en Méditerranée centrale également**¹⁷. Pour ces spécialistes, Moscou, dans cette perspective, pourrait vouloir compléter son dispositif militaire en Syrie (*voir infra*) par une autre base en Méditerranée, potentiellement en Libye, où l’on voit effectivement la Russie pousser ses pions auprès des différentes forces en présence. **Les discussions vont bon train à Moscou sur la possibilité d’une base militaire en Libye sur le modèle de ce qui a été fait en Syrie** – certains y voyant entre autres un moyen d’assurer le retour de la Russie sur le marché libyen de l’armement et dans le secteur énergétique de ce pays¹⁸. Le gouvernement russe, qui, à ce stade, semble vouloir projeter l’image d’une politique d’équidistance entre les différentes forces en présence dans le conflit libyen, est très certainement attentif à la potentialité de restaurer ses positions perdues dans ces domaines, suite à la chute de Kadhafi en 2011. Alors que la situation en Libye demeure très incertaine, il est difficile de discerner si Moscou, consciente de la complexité du terrain et dont les ressources budgétaires ne sont par ailleurs pas extensibles, envisage davantage que l’obtention d’un accès à des ports libyens. Des observateurs russes soulignent d’ailleurs que le maintien d’une base en Libye (ce qui suppose que les autorités du pays en acceptent le principe, ce qui n’est évident ni dans les conditions actuelles, ni dans les diverses hypothèses

post-dénouement du conflit) serait probablement aléatoire du fait de la complexité chronique de la situation politique libyenne¹⁹. L’évolution de la relation avec l’Italie, voire l’Espagne, devrait également faire l’objet d’un suivi (pour l’heure, ces deux pays n’ont pas mis en cause la solidarité intra-UE sur les sanctions à l’encontre de la Russie).

Autre volet des ambitions que recouvre, aux yeux des Russes, **la présence permanente en Méditerranée : elle offre un accès à « l’océan mondial »**. Les documents stratégiques russes insistent volontiers sur ce point, ce qui rappelle qu’« *un objectif stratégique ancien de l’Etat russe* » est de « *transformer la flotte de la mer Noire d’une force ‘verte’ à une force ‘bleue’, capable d’opérer dans les eaux ouvertes, défiant ainsi son propre statut maritime traditionnel* »²⁰. De fait, la Russie, puissance continentale par excellence, a toujours balancé, dans son histoire, entre ambitions en haute mer (conformes à son désir d’être reconnue comme une grande puissance) et obsession de la défense du territoire et de ses abords maritimes. En 2019, ce balancement est toujours prégnant.

2. Capacités opérationnelles

La Russie a renforcé ses capacités opérationnelles en Méditerranée orientale, liés d’une part à sa flotte en mer Noire, d’autre part à ses emprises en Syrie – les développements sur les deux théâtres depuis le milieu de la décennie 2010 étant notables. La Russie a en particulier déployé d’importants moyens défensifs en Méditerranée orientale (Syrie) comme en mer Noire – systèmes anti-aériens S-300, S-400 (+ Tor-M2 et Pantsir), batteries côtières Bastion et BAL liées par des radars. La couverture radar devrait d’ailleurs être étendue sur la zone mer Noire/Méditerranée orientale, si l’on en croit les annonces récentes sur l’installation d’une station radar Voronej dans le quartier de Nakhimov, à Sébastopol, dont la couverture irait jusqu’à Gibraltar. La mesure est justifiée par des sources du ministère de la Défense par la nécessité de répondre à la tension grandissante au Moyen-Orient et l’activité décrite comme croissante de l’OTAN en mer Noire et Méditerranée²¹. La station devrait être construite pour 2023.

Beaucoup d’experts occidentaux pointent ainsi la mise sur pied dans la zone d’une bulle A2/AD dont les usages peuvent être multiples : dissuader des interventions occidentales contre les intérêts de la Russie, contraindre les choix opérationnels des pays de l’OTAN en Méditerranée et en mer Noire, se doter d’une emprise sur la Turquie (cf. enjeu des détroits) et disposer d’une capacité de neutraliser des opérations militaires turques aussi bien en mer Noire qu’en Méditerranée orientale²²...

Le renforcement observé des moyens militaires russes en Méditerranée orientale va de pair avec un accompagnement politique et économique qui confirme que Moscou entend pérenniser son empreinte dans la zone bien au-delà du conflit syrien.

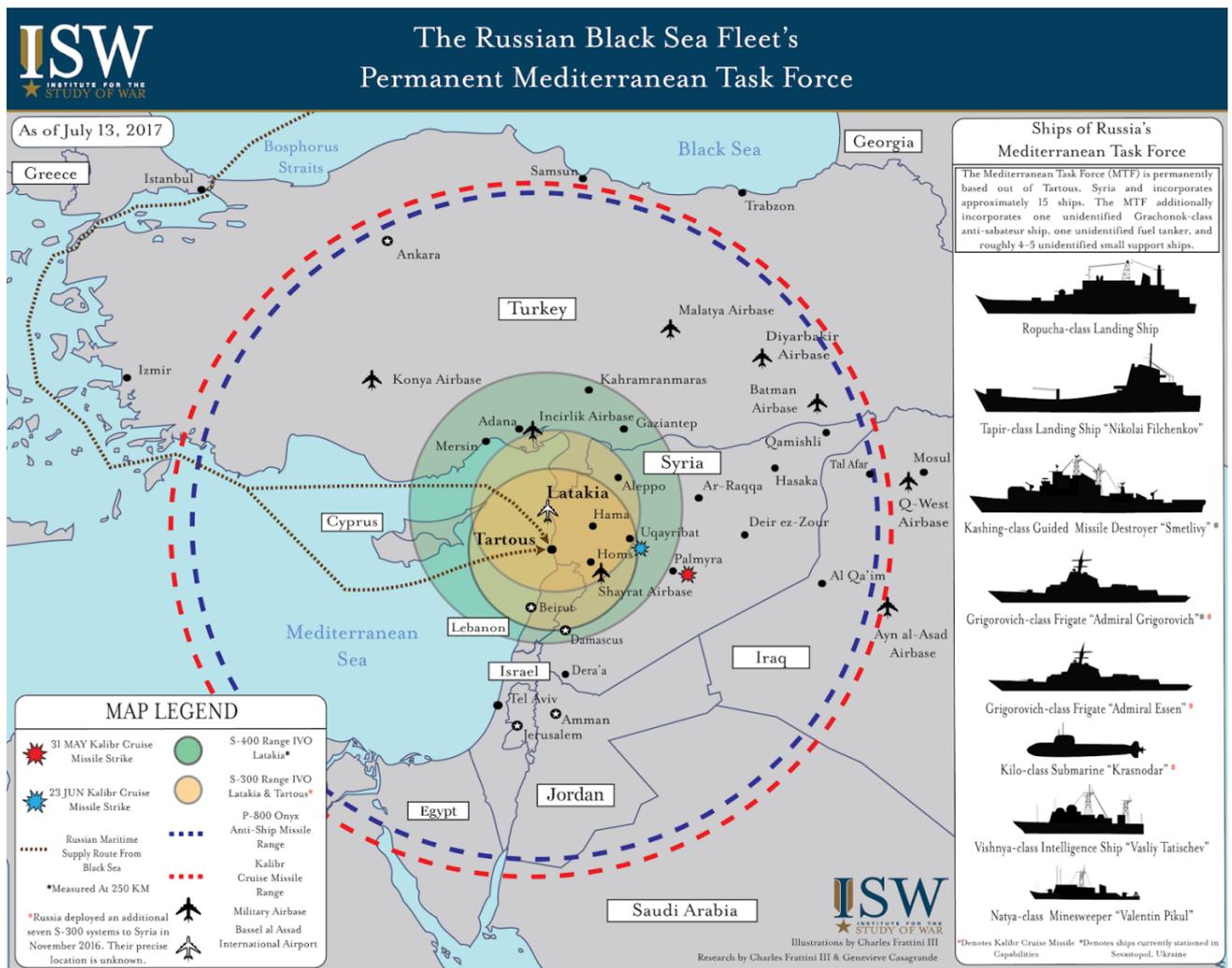
2.1. Développements du dispositif russe

2.1.1. Le groupement de forces permanent en Méditerranée et son lien à la flotte de la mer Noire

Le président Poutine a récemment souligné les succès de la VMF dans la lutte contre le terrorisme en Syrie²³. Dans ce cadre, il avait évidemment en tête le groupe de forces permanent rétabli en Méditerranée orientale en septembre 2013 au terme d’une décision du ministre de la Défense en mars de la même année. Il est intéressant de noter qu’alors, certains anciens responsables de la Marine russe exprimaient du scepticisme quant à la faisabilité, voire la rationalité, de ce projet (dont l’horizon de réalisation était alors 2015) : l’ancien chef de l’état-major de la Marine et ancien commandant de la flotte de la mer Noire, l’amiral Viktor Kravtchenko, avait par exemple déclaré qu’à son sens, la Russie n’en avait pas les capacités – pas assez de bâtiments en état, soutien logistique insuffisant²⁴. Pour lui, il convenait, avant de reconstituer un détachement naval permanent en Méditerranée, de reconstruire d’abord la flotte de la mer Noire. Or, soulignait-il, il n’y avait pas d’accord avec l’Ukraine concernant la possibilité de remplacer les bâtiments et les armements de la flotte russe à Sébastopol. L’annexion de la Crimée en 2014 dégagera les horizons, en libérant les options de déploiements sur la péninsule des limitations imposées par la partie ukrainienne quant à la composition de la flotte russe à Sébastopol. Du « rattachement » de la Crimée à son territoire, la Russie gagne qu’elle n’a plus à négocier avec les autorités ukrainiennes le dimensionnement quantitatif et qualitatif de cette flotte, ce qui a probablement constitué une motivation de taille dans les choix qu’elle a faits au premier trimestre 2014 en dépit de leur coût politique prévisible.

Le groupe de forces permanent en Méditerranée, formellement rattaché à la flotte de la mer Noire, peut compter en théorie une quinzaine de bâtiments de guerre et leurs navires de soutien²⁵. Il est constitué principalement de bâtiments de surface et de sous-marins de la flotte de la mer Noire, et soutenu par des bâtiments provenant de toutes les autres flottes russes – le plus souvent celles du Nord et de la Baltique. Initialement, la composition était de l’ordre d’une dizaine de vaisseaux et le projet était d’avoir un groupe d’attaque, un groupe anti-sous-marins et un groupe de dragueurs de mines²⁶. Le cœur de l’escadron est généralement composé des frégates projet 11356M, deux des sous-marins à propulsion diesel-électrique projet 0636.3 (Kilo) de la flotte de la mer Noire²⁷ et des corvettes lance-missiles projet 21631, bâtiments qui sont parfois rejoints par de plus grosses plateformes – principalement les croiseurs projet 1164 classe *Slava* (le *Varyag* de la flotte du Pacifique et le *Moskva* de la flotte de la mer Noire semblant jouer ce rôle en alternance) et les grands bâtiments de lutte anti-sous-marine projet 1155²⁸. Selon l’amiral Vladimir Korolev (commandant de la VMF entre 2016 et 2019), plus de 40 bâtiments et navires de toutes les flottes russes ont été attachés au groupement en Méditerranée depuis 2013 au cours de rotations. L’amiral a précisé que sa composition est flexible et susceptible d’être modifiée en fonction des missions²⁹. Comme le note le spécialiste Igor Delanoë, **la composition du groupe tourne souvent autour de cinq à six bâtiments de combat plus les navires de soutien.** Ainsi, quand la Russie déploie une force plus importante, cela désigne souvent un contexte plus tendu, comme en août 2018, lorsque la presse russe faisait état de rumeurs sur une possible « provocation » américano-britannique à l’arme chimique pour justifier des frappes punitives contre la Syrie³⁰.

La Task Force méditerranéenne permanente de la flotte russe de la mer Noire



Source : Charles Frattini III and Genevieve Casagrande, « Russia's Mediterranean Threat to NATO », *Institute for the Study of War*, juillet 2017, <http://iswresearch.blogspot.com/2017/07/russias-med-threat-to-nato.html>

Des spécialistes avancent que le groupement conforte la bulle A2/AD du fait de la couverture radar que ses bâtiments principaux assurent et de leurs capacités antinavires et anti-sous-marines. Les croiseurs *Moskva* et *Varyag* sont équipés de la version navale du S-300 (Fort)³¹. Le dispositif multicouches ainsi établi, en lien avec les systèmes déployés en Crimée comme en Syrie, répond en théorie au souci historique de la Russie d’assurer une **défense avancée de son territoire** évoqué plus haut. Cependant, pour certains (et cette réflexion rejoint celle qui entoure d’autres « bulles » créées par l’armée russe), ces dispositifs pourraient également être **mis à profit à des fins offensives** et être mobilisés par les armées russes pour restreindre l’accès des forces occidentales au canal de Suez, à la mer Noire et à la Méditerranée orientale³².

La **flotte de la mer Noire**, basée à Sébastopol (désormais une des entités administratives de la Fédération de Russie, au même titre que la Crimée), a vu ses **moyens navals augmenter** depuis 2014, avec en particulier l’ajout de six nouveaux sous-marins d’attaque (dont deux sont stationnés à Tartous), trois frégates projet 11356M (*Admiral Grigorovitch*, *Admiral Essen*, *Admiral Makarov*, toutes trois équipées de *Kalibr*), des petits bâtiments patrouilleurs

et lance-missiles... Par ailleurs, certains de ses bâtiments ont été modernisés. La flotte de la mer Noire devrait être renforcée dans les années à venir compte tenu de sa double importance stratégique (protection du « bastion Crimée », rayonnement en mer Noire et présence en Méditerranée orientale). Cela accroîtra les moyens que la Marine russe sera susceptible de déployer en Méditerranée, ou *a minima* permettra de les stabiliser.

Néanmoins, **le cœur du groupe de forces en Méditerranée ne croîtra probablement qu’à la marge** et devrait rester composé essentiellement de petits bâtiments de surface, même si les croiseurs hérités de la période soviétique et les nouvelles frégates projet 22350 serviront le prestige international de la Russie en faisant escale de temps à autre dans les ports de la région et en entreprenant ponctuellement des sorties dans « l’océan mondial ». Dans un contexte de baisse de la commande d’armement nationale, le Programme d’armement 2018-2027 ne priorise pas la Marine et la construction de nouveaux bâtiments, notamment hauturiers – ce qui représente sans doute une prise en compte réaliste des difficultés récurrentes des chantiers navals nationaux et des problèmes de production découlant de la rupture des liens entre industriels de défense russes et ukrainiens. Toutefois, les marins russes se lancent parfois dans des sorties en haute mer avec des bâtiments de faible ou moyen tonnage. Par exemple, en 2019, le patrouilleur *Yaroslav Mudry* (flotte de la Baltique, emportant un hélicoptère Ka-27) et ses bâtiments de soutien ont fait escale pour ravitaillement en Méditerranée avant de poursuivre leur mission (engagée le 1^{er} octobre) dans l’océan Indien (avec à leur bord des équipes anti-terroristes d’une unité de Marine de la Baltique)³³. Certains experts n’excluent pas que des bâtiments de la flotte de la mer Noire entreprennent des déplacements au-delà du bassin méditerranéen – mer Rouge, corne de l’Afrique – en dépit des pressions que cela exercerait inévitablement sur la chaîne logistique et de maintenance...³⁴

Les responsables de la Marine russe insistent régulièrement sur l’équipement en armement de précision du groupement de force permanent en Méditerranée. Comme elle est amenée à le faire chroniquement dans le cadre de sa politique de défense, **la Russie compense les limites de ses moyens en termes numériques (la formation en Méditerranée n’ayant rien à voir quantitativement avec la Vème escadre³⁵) par des déploiements de systèmes de frappe qui sont au cœur de la mission de dissuasion conventionnelle** que doivent assurer les forces armées russes (cf. doctrine militaire de 2014, doctrine navale de 2017). Dans cette approche, les missiles de croisière *Kalibr* déployés sur la majorité des nouvelles plateformes navales de la flotte de la mer Noire occupent une place de premier plan. Ces systèmes ont été utilisés à plusieurs reprises dans le cadre de l’intervention russe en Syrie³⁶, leurs frappes contre des cibles en Syrie étant clairement porteuses de messages « généraux » sur le fait que le déficit russe dans les grandes plateformes navales n’était pas invalidant et que la dissuasion conventionnelle russe était désormais tangible, sous-tendue par une capacité de frappe dans la profondeur effective et une puissance de feu supérieure. **Le message dissuasif est « alourdi » par le fait que les *Kalibr* sont des systèmes à double capacité et sont censés être performants face aux défenses antimissiles.** Les bateaux de patrouille et les corvettes, produits en grands nombres ces dernières années, emportant des missiles de croisière à longue portée et combinés aux systèmes de défense côtière et anti-aérienne présents sur la zone, offrent une plus grande souplesse d’action dans des opérations de déni d’accès et d’interdiction de zone maritime³⁷.

Ces capacités se sont dernièrement imposées dans le paysage de la présence militaire russe en Méditerranée orientale. Ainsi, pour prendre un exemple récent, la frégate *Admiral Makarov*, en service dans le groupe naval en Méditerranée depuis novembre 2018, réalisait, en octobre 2019, à partir de Tartous, des exercices de tir engageant des *Kalibr* et des systèmes anti-aériens. **Un spécialiste des questions navales russes évaluait à 34 missiles Kalibr (6 par sous-marin, 8 par frégate) la salve théorique des différentes plateformes déployées en Méditerranée orientale en mars 2019** alors que le *Charles de Gaulle* se déployait sur zone³⁸. La « kalibrisation » de la flotte russe en mer Noire et en Méditerranée procure un avantage dissuasif, d’autant que ses plateformes sont en théorie protégées par les bulles défensives en Syrie et en mer Noire. Cela, vu de certains experts, « *renforce significativement l’utilité opérationnelle et les qualités, en termes de dissuasion conventionnelle* », du détachement méditerranéen de la Russie³⁹.

La présence permanente en Méditerranée permet à la Russie d’être informée en temps réel des activités des flottes occidentales dans la zone et de disposer d’une plus grande flexibilité et réactivité face à elles (l’institution militaire russe est particulièrement sensible au risque de surprise). Elle devrait, en cas de conflit dans la région, permettre aux forces russes de réduire leur temps de réaction (déploiement de forces, d’équipements, de plateformes)⁴⁰. Par effet de contraste, l’escadron permanent souligne d’autant plus l’empreinte de la Russie en Méditerranée orientale que, selon certains experts, « *les marines de l’OTAN semblent avoir largement quitté les lieux au cours des dernières années* », tandis que le profil plus bas, toutes proportions gardées, de la Marine américaine « *a offert aux bâtiments russes une latitude considérable dans leurs activités régionales* »⁴¹. Il offre aussi, sur le volet politico-stratégique, une plus grande visibilité à la Russie à l’échelle moyen-orientale. Ses bâtiments font régulièrement escale dans des ports de la région. En septembre 2019, le navire lance-missiles *Maréchal Oustinov* (projet 1164, flotte du Nord) visitait la base turque d’Akzas-Karagach tandis que la frégate *Admiral Makarov* réalisait une visite non officielle en Grèce⁴².

La Russie cherche d’ailleurs à élargir ses possibilités d’accès à des ports en Méditerranée au-delà des accords dont elle dispose déjà avec Chypre (Limassol) et Malte (La Valette) ; elle a également un accès au port de Lattaquié⁴³, qui perdurera sans doute après le conflit en Syrie. Elle se serait adressée à ce sujet à, entre autres, l’Egypte, le Liban, la Grèce⁴⁴, la Libye, et même l’Italie. Certains représentants de la Marine souhaiteraient l’établissement de bases navales supplémentaires⁴⁵, ce que toutefois les responsables russes ne semblent pas considérer unanimement comme une priorité à moyen terme, que ce soit pour des raisons politiques et/ou économiques. La problématique n’est pas nouvelle : lors de la formation du groupe de forces permanent en Méditerranée, les autorités de la VMF appelaient déjà à l’obtention d’accords avec des pays riverains pour accueillir des bâtiments russes ainsi que pour le ravitaillement et repos des troupes (du temps de l’URSS, la Vème escadre utilisait des ports en Egypte, en Syrie, en Algérie, en Libye...). En outre, même si la Russie œuvre à un rapprochement durable avec la Turquie (*voir infra*), la Russie souhaite sans doute se prémunir en cas d’attitude moins coopérative d’Ankara, impactant les détroits, en se dotant d’options complémentaires par des accès plus nombreux à des ports dans la zone, accès offrant par ailleurs une plus grande flexibilité d’emploi et d’ajustement des forces sur zone en fonction des missions à remplir.

Bâtiments de la marine russe équipés de missiles *Kalibr* (début 2019)

Type	Name	Project	Commissioned (day/mo/year)	No. of missiles	Formation
Frigate	<i>Admiral Grigorovich</i>	11356M	11.03.2016	8	Black Sea Fleet
Frigate	<i>Admiral Essen</i>	11356M	07.06.2016	8	Black Sea Fleet
Frigate	<i>Admiral Makarov</i>	11356M	27.12.2017	8	Black Sea Fleet
Light frigate	<i>Dagestan</i>	11661K	28.11.2012	8	Caspian Sea Flotilla
Missile corvette	<i>Grad Sviyazhsk</i>	21631	27.07.2014	8	Caspian Sea Flotilla
Missile corvette	<i>Uglich</i>	21631	27.01.2014	8	Caspian Sea Flotilla
Missile Corvette	<i>Velikiy Ustyug</i>	21631	19.12.2014	8	Caspian Sea Flotilla
Missile corvette	<i>Zeleny Dol</i>	21631	12.12.2015	8	Baltic Sea Fleet
Missile corvette	<i>Serpukhov</i>	21631	12.12.2015	8	Baltic Sea Fleet
Missile corvette	<i>Vyshniy Volochyok</i>	21631	02.06.2018	8	Black Sea Fleet
Missile corvette	<i>Orekhovo Zuyevo</i>	21631	10.12.2018	8	Black Sea Fleet
Missile corvette	<i>Mytishchi</i>	22800	17.12.2018	8	Black Sea Fleet
SSGN	<i>Severodvinsk</i>	885	17.06.2014	32	Northern Fleet
SSK	<i>Novorossiysk</i>	636.3	17.09.2014	6	Black Sea Fleet
SSK	<i>Rostov-na-Donu</i>	636.3	30.12.2014	6	Black Sea Fleet
SSK	<i>Stary Oskol</i>	636.3	03.07.2017	6	Black Sea Fleet
SSK	<i>Krasnodar</i>	636.3	05.11.2015	6	Black Sea Fleet
SSK	<i>Velikiy Novgorod</i>	636.3	26.10.2016	6	Black Sea Fleet
SSK	<i>Kolpino</i>	636.3	24.11.2016	6	Black Sea Fleet

Source : Igor Delanoë, *Russia’s Black Sea Fleet: Toward a Multiregional Force*, CNA, juin 2019, p.23

Techniquement rattaché au commandant de la flotte de la mer Noire, l’escadron inter-flottes en Méditerranée dispose d’un état-major et d’un commandement opérationnel (*operativnoe komandovanie v dal’nei morskoi zone*, OK DMZ – commandement opérationnel dans la zone maritime lointaine) déployés sur le bateau amiral de la formation. Dans le cadre de la campagne en Syrie, où il travaille en soutien des détachements russes présents sur le terrain, il est directement rattaché au Centre de gestion de la défense nationale. Tartous est le site de déploiement permanent de la formation.

2.1.2. La présence en Syrie

Les décisions récentes sur la pérennisation de la présence militaire en Syrie incarnent bien la projection d’un ancrage de long terme de la Russie en Méditerranée orientale, au-delà du conflit syrien. Sergeï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, l’a dit : la Russie est

intéressée à maintenir sa présence militaire en Syrie (même si, ajoute-t-il, elle n’a aucune intention de l’utiliser comme un levier de pression sur quelque Etat que ce soit...)⁴⁶. Par son intervention en soutien du régime syrien, **Moscou a enraciné le statut de la Syrie comme son principal point d’accès dans sa stratégie moyen-orientale**, même s’il semble clair que les autorités russes entendent diversifier leurs partenariats stratégiques dans la région (*voir infra*).

Bashar el-Assad a en tout cas rétribué le sauvetage de son régime en autorisant la **transformation en base du point d’appui logistique et technique de Tartous** dont l’état s’était très dégradé depuis la fin de la guerre froide⁴⁷, et le **maintien de la base aérienne de Hmeimim**, établie pour les besoins de sa campagne syrienne. Ces emprises constituent le **double centre de gravité du dispositif russe en Syrie et offrent à Moscou des marges significatives pour sa projection de puissance** au Moyen-Orient, dans les Balkans, et potentiellement plus à l’Ouest en Méditerranée.

En décembre 2017, Damas et Moscou se sont accordés sur la prolongation pour 49 ans de l’occupation de Tartous par les forces russes, symbolisant l’ancrage stratégique des positions russes en Syrie. Tartous s’était soudainement vu revalorisé avec l’intervention russe en Syrie en 2015, comme un des principaux points de destination du « Syrian Express », le circuit acheminant armement, équipement et ravitaillement vers la Syrie à partir de la flotte de la mer Noire. Les installations russes à Tartous ont d’ores et déjà repris l’entretien de navires de guerre russes et peuvent accueillir des bâtiments de premier et second rangs du groupe de forces en Méditerranée. La base de Tartous est en mesure d’abriter simultanément 11 bâtiments de gabarit moyen, y compris des bâtiments à propulsion nucléaire⁴⁸. Un nouveau centre de réparation de bâtiments navals a été ouvert en octobre 2019 (2 100 m²). Ainsi, la transformation de Tartous en base palliera en partie l’inconvénient d’avoir à réaliser des allers et retours vers la mer Noire via le Bosphore. Comme déjà rappelé, deux des sous-marins classe *Kilo* versés dans l’inventaire de la flotte de la mer Noire sont attachés de manière permanente à Tartous. Lors du lancement de l’escadron permanent en Méditerranée en 2013, les autorités de la Marine russe avaient indiqué qu’une option optimale serait la participation de sous-marins nucléaires de la flotte du Nord – en plus des *Kilo* (diesel)⁴⁹. A cet égard, il est intéressant de noter que la Russie et la Syrie se sont accordées pour que, pendant 49 ans également, la gestion opérationnelle du port de Tartous soit assurée conjointement par les deux pays ; les autorités russes, qui annoncent des investissements substantiels, disent vouloir faire passer le trafic marchand de 4 à 38 millions de tonnes par an et présentent ces initiatives comme un exemple de contribution de la Russie à la reconstruction de l’économie syrienne⁵⁰. A noter enfin que la protection aérienne de la base serait peut-être assurée par un système longue portée S-300V4 des forces terrestres, ce que Moscou confirme mais sans jamais produire de clichés, contrairement à ses autres déploiements⁵¹.

La Russie va aussi conserver la base de Hmeimim, qui assure les fonctions de PC de théâtre et met en œuvre l’essentiel de la composante aérienne ainsi que des éléments de coordination (tel le « centre de réconciliation ») **du dispositif**. Des plans d’aménagement ont été annoncés, mais la base a déjà connu des restructurations – nouveau stationnement, élargissement des hélisurfaces, allongement de la première piste d’atterrissage. Les Russes ont déployé une version allégée de la traditionnelle défense multicouches qui structurent leurs SDAI : une unité de tir S-400 pour la défense sol-air longue portée, des Pantsir S1 et des

Tor-M2 pour la défense à courte portée. Lui sont également adjoints des moyens de contre-mesures électroniques : Krasukha-4 antiradar et R-330ZH Zhitel de brouillage GNSS. L’ensemble, contrôlé par un PC régimentaire de missiles de défense anti-aérienne, est en charge de la couverture de la base et du port de Tartous⁵². La base va bénéficier de la restauration de la seconde piste d’atterrissage pour accueillir davantage d’aéronefs. En septembre 2019, 30 avions (dont Su-35, Su-34 et Su-24) et hélicoptères (Mi-35 et Mi-8) étaient déployés sur cette base, un nombre relativement stable depuis le début de la campagne aérienne⁵³. Des hangars sécurisés ont été construits pour les protéger des frappes de drones⁵⁴. L’armée russe a montré sa capacité à renforcer rapidement sa présence aérienne en Syrie en déployant sur zone des moyens de son aviation à long rayon d’action à partir de bases sur son territoire⁵⁵. Pour certains observateurs, à l’approche quelque peu maximaliste, les composantes des forces aérospatiales russes (VKS) déployées à Hmeimim peuvent participer à des logiques A2/AD, ses aéronefs tactiques pouvant réaliser des missions d’interdiction aérienne, d’attaque au sol, voire des attaques antinavires⁵⁶.

Hmeimim est complété par un déploiement à 50 km au sud-est, sur la base aérienne syrienne situé à 13 km de Masyaf. Ce déploiement comprend une autre unité de tir S-400 y côtoie une unité de S-200 et maintenant S-300 des forces syriennes, et des missiles Bastion, probablement dans leur variante sol-sol.

Déploiement des unités russes à Masyaf



Airbus Defence and Space imagery showing Russian S-400 battery components deployed at a Syrian air defence complex near Masyaf on 2 July. Russian Bastion coastal defence systems launched Oniks missiles at targets inside Syria from the same location in November 2016.

© CNES 2017, Distribution Airbus DS / © 2017 IHS Markit: 1710440

Source : <http://www.janes.com/article/74500/second-russian-s-400-in-syria-confirmed> cité dans The Zerah Project, « Second Russian S-400 Battery Confirmed in Syria », October 2, 2017, <https://thezerahproject.wordpress.com/2017/10/02/second-russian-s-400-battery-confirmed-in-syria/>

Il a également été question de la création d’une nouvelle base au nord-est de la Syrie, à Qamichli, où les Russes ont pris place dans les installations laissées par les militaires américains au moment de la récente offensive turque et installé des hélicoptères (Mi-8 et

Mi-35) et des missiles sol-air. L’information selon laquelle la Russie négocierait avec Damas l’installation d’une nouvelle base n’a pas été confirmée par les autorités russes. Il pourrait s’agir d’une mesure temporaire dans le contexte des opérations turques. Le soutien à la police militaire russe effectuant des patrouilles conjointes avec l’armée turque a été évoqué. Cependant, certains observateurs y voient l’annonce de l’installation d’une seconde base aérienne russe permanente, qui serait motivée par la situation stratégique de la base (à proximité de l’Irak et de la Turquie)⁵⁷.

Enfin, si l’utilisation de l’Iskander-M en Syrie, confirmée par les autorités russes, n’a pas beaucoup de sens du point de vue des opérations en Syrie (comme les tirs de missiles *Kalibr* à partir de la Caspienne), son déploiement permanent sur les bases russes en Syrie renforcerait le potentiel de dissuasion conventionnelle de la Russie en Méditerranée orientale (le système est en théorie capable d’atteindre la base d’Akrotiri à Chypre et celle d’Incirlik en Turquie ainsi que la station radar de Kurecik, également en Turquie)⁵⁸.

2.2. Des partenariats stratégiques durcis

La présence navale permanente en Méditerranée et le renforcement des installations militaires russes en Syrie soutiennent l’ambition d’enraciner dans le temps long les positions russes en MEDOR et au Moyen-Orient. Ils peuvent aussi **influencer les positionnements des pays de la région**, contraints de tenir compte du renforcement des moyens russes sur la zone, et donc plus enclins « à s’abstenir de critiquer les actions de la Russie en général, et d’opter pour une approche plus déférente dans les relations bilatérales » (pour certains, la conséquence peut en être l’affaiblissement parallèle des marges d’influence des pays et alliances occidentaux⁵⁹).

La réalisation de l’ambition méditerranéenne russe passe aussi par la consolidation des ouvertures diplomatiques permises par l’activité diplomatique intense de Moscou en Syrie. Cette activité a projeté l’image d’une stratégie russe cohérente qui a sans doute fait défaut aux Etats-Unis dernièrement. De plus, parmi les messages implicites de l’intervention militaire russe en Syrie figurait celui que la Russie soutient les pays amis et alliés et leurs régimes « légitimement élus » indépendamment de leur nature – une thématique à laquelle se sont montrés sensibles certains dirigeants en Méditerranée (Egypte, Turquie). Aux yeux de ces derniers, la présence militaire permanente russe dans la région peut apparaître comme une garantie. Dans cet environnement redevenu plus ouvert à l’influence de la Russie, celle-ci recherche d’autres points d’appui en Méditerranée orientale que la seule Syrie, qui demeure son point d’appui principal.

La Russie accompagne son effort diplomatique de coopérations à caractère commercial dont la nature, au-delà des revenus qu’elles lui procurent, peut aussi permettre de consolider les relations bilatérales et de leur donner une dimension stratégique. Il s’agit en particulier des ventes d’armement et des partenariats nucléaires. Leur portée stratégique vise à diluer des partenariats traditionnels des Etats-Unis déjà fragilisés par les circonstances politiques – Turquie, Egypte en particulier. Sur le plan opérationnel, cela pourrait amener ces pays à opter pour la neutralité en cas de crise en Méditerranée mettant la Russie et les Etats-Unis face à face, ou même simplement retarder leur décision quant au soutien à apporter à ces derniers en cas de crise⁶⁰.

Dans le cas de la Turquie, l’association des deux leviers (armement et nucléaire : S-400⁶¹, centrale d’Akkuyu), sur fond de dépendance énergétique de la Turquie à l’égard de la Russie, témoigne de l’intention de Moscou de créer du lien stratégique avec un pays jugé crucial dans la réalisation de ses objectifs stratégiques en mer Noire et au Moyen-Orient et pour la fonctionnalité du lien entre ces deux théâtres clefs, mais avec lequel les relations peuvent être difficiles sur certains dossiers comme on l’a observé dans le cadre de leur interaction en Syrie⁶². Moscou veut faire mentir les observateurs – nombreux – qui jugent improbable que la Russie et la Turquie s’entendent durablement (certains pointent notamment les préoccupations d’Ankara face aux dispositifs défensifs multicouches déployés par la Russie en mer Noire et en Syrie, potentiellement dommageables pour ses intérêts)⁶³.

L’Egypte du maréchal el-Sisi (avec lequel Vladimir Poutine a co-présidé le Forum économique Russie-Afrique de Sotchi en octobre 2019) constitue un autre partenaire clef à l’échelle régionale vu de Moscou. Les deux pays ont signé un accord de coopération stratégique en octobre 2018. Les relations économiques se développent. Un contrat a été signé en 2017 sur la construction par la Russie de la première centrale nucléaire égyptienne (Dabaa, quatre réacteurs de chacun 1 200 MW). Les sociétés russes de l’énergie sont également présentes en Egypte (cf. champ gazier de Zohr). L’Egypte est redevenue un client important de l’industrie de défense russe, avec dernièrement l’acquisition par le Caire de 20 chasseurs Su-35. Les liens se développent également dans le domaine militaire avec les exercices conjoints « Gardiens de l’amitié » et « Flèche de l’amitié » ; on peut aussi rappeler ici les exercices navals conjoints de juin 2015 en Méditerranée). Au niveau politique, les deux pays échangent régulièrement sur les conflits régionaux – Syrie, Libye –, affichant sur ces sujets des positions globalement alignées...

Dans les deux cas – Turquie, Egypte – **la Russie bénéficie clairement du positionnement critique des pays occidentaux sur l’évolution de la situation politique intérieure dans ces pays.**

La Russie montre également un intérêt pour une présence plus forte au Liban (ce dernier aurait d’ailleurs été approché, dans les premiers temps de la guerre civile en Syrie, par Moscou, soucieuse de chercher des options alternatives en cas de perte de son accès à Tartous). Moscou propose des coopérations militaires – sans effet pour l’instant. Elle a même offert sa médiation entre ce pays et la Syrie sur la question de la démarcation de leur frontière maritime⁶⁴. On retrouve cet effort de la Russie pour faire figure d’*honest broker* dans les différents conflits régionaux – différend Egypte/Ethiopie (enjeu du Nil), proposition sur une nouvelle architecture de sécurité dans le golfe Persique, etc.

De ce point de vue, **la relation Russie-Israël**, marquée par un grand pragmatisme des deux côtés (avec une communication très régulière et un solide effort de déconfliction en Syrie), si elle peut apparaître comme une contrainte dans la relation de la Russie avec le monde arabo-musulman, pourrait également être mobilisée comme une carte pour Moscou, se posant, là aussi, en médiateur entre Israël et ses voisins. Le positionnement d’Israël vis-à-vis de Moscou dépendra assez largement, dans les prochains temps, de la perception qu’ont les autorités israéliennes des perspectives d’évolution de l’engagement régional de Washington.

On notera également ici que les manœuvres politiques de la Russie ne sont pas toujours couronnées de succès. Par exemple, la relation avec la Grèce, importante pour l’affirmation des positions russes en Méditerranée, a plutôt eu tendance à se refroidir dernièrement.

Conclusion

Les nouvelles positions de la Russie en Méditerranée orientale, zone importante pour la protection avancée de son flanc sud, jugé vulnérable, et point d’accès au Moyen-Orient, à l’Europe du Sud, à l’Afrique, régions dans lesquelles Moscou re-déploie ses intérêts dans diverses mesures, **s’inscrivent dans la durée, bien au-delà des besoins de la campagne militaire de soutien au régime de Bashar al-Assad**. Les enjeux sécuritaires et les ambitions politiques et stratégiques qui sous-tendent la stratégie en Méditerranée orientale s’ancrent dans une perspective historique longue si bien que la « pause » de plus de vingt ans (décennies 1990 et 2000) dans la présence russe en « MEDOR » apparaît, aux yeux des stratèges russes, comme une anomalie qu’il convient de corriger durablement. Le volontarisme de la Russie en la matière sur fond de redressement remarquable, malgré les lacunes de son appareil de défense, contribue à des évaluations inquiètes, parfois exagérées, quant aux implications, pour les forces occidentales, de la remontée en puissance russe en MEDOR – un effet d’optique que la Russie ne fera évidemment rien pour contrarier puisqu’il est favorable à sa dissuasion et à son image de puissance.

Les capacités russes demeurent limitées par de fortes contraintes (budgets, technologies, effectifs notamment) et tirailées entre plusieurs théâtres. Cet aspect est devenu manifeste quand, à l’été 2018 et sur fond de montée de la pression sur Idlib, la Russie, souhaitant être présente sur deux terrains cruciaux – Levant et mer d’Azov – a dû dégarnir la flottille de la Caspienne en basculant des bâtiments vers le bassin méditerranéen et le détroit de Kertch (été 2018, petits navires lance-missiles). Toutefois, cela a aussi été l’occasion de constater la réactivité et la fluidité des dispositifs russes⁶⁵. La nouvelle donne technologique compense en partie les déficits de la construction navale russe, surtout sur les grandes plateformes, que les sanctions occidentales et la rupture des liens avec le complexe militaro-industriel ukrainien ont alourdis.

Parmi les facteurs orientant le dimensionnement de la future présence de la Russie en Méditerranée orientale figurera en effet la capacité de l’industrie d’armement russe à alimenter les différentes flottes. A l’horizon milieu de la décennie 2020, en tout état de cause, elles devraient obtenir de nouvelles petites plateformes navales et de sous-marins d’attaque *lassen* (programmes déjà engagés), et d’anciennes plateformes devraient être modernisées (notamment équipement en missiles *Kalibr*)⁶⁶. Il est à noter ici, cependant, que certaines sources évoquent un taux d’échec relativement important pour les tirs de *Kalibr*⁶⁷. Il conviendra aussi de suivre, sur ce volet, la progression du programme de missile hypersonique Zircon. Cependant, au-delà, sur fond de commandes de défense en diminution depuis 2016 et de croissance qui devrait rester apathique à moyen terme, les arbitrages pourraient être plus ou moins favorables au volet naval, qui n’est pas priorisé dans le programme d’armement 2018-2027. On peut aussi rappeler ici que la Marine russe souffre d’un déficit dans les bâtiments de débarquement et de moyens permettant de déplacer matériels et fournitures sur des terrains éloignés (ce qui a été observé également dans le

cadre de la campagne syrienne, où le ministère russe de la Défense a dû faire avec des navires de fret)⁶⁸.

Dans cet environnement, **les forces russes en Méditerranée** (dont des spécialistes des questions navales russes supposent qu’elles seront augmentées avec probable présence constante d’un ou deux sous-marins nucléaires de la flotte du Nord et 10 à 15 bâtiments de surface⁶⁹) **conservent deux missions clefs complémentaires : la dissuasion conventionnelle des forces de l’OTAN**, pour la protection des nouveaux intérêts russes au Moyen-Orient, **et la protection avancée du flanc sud de la Russie** – les deux se recoupant. L’état des capacités de la Russie, et ses positions politiques beaucoup plus favorables qu’avant l’intervention en Syrie, servent *a priori* de manière satisfaisante ces priorités. **La dimension défensive reste centrale** – avec une flotte « verte » concentrée sur la défense côtière et les opérations à proximité des côtes russes. Mais la présence permanente en Méditerranée, bien que limitée en nombre de bâtiments, permet de faire de la démonstration de force et de surveiller les flottes occidentales tout en envoyant des signaux sur la capacité dont dispose désormais la Russie à compliquer fortement leur action en Méditerranée. Les moyens de guerre électronique viennent appuyer cette mission. Les autorités militaires russes ne se privent pas de présenter les grandes plateformes navales occidentales comme des cibles des nouveaux missiles russes. Ceci constituant aussi une façon de minorer les faiblesses de la Russie sur ce segment – cf. les performances médiocres du porte-avions *Amiral Kouznetsov* lors de ses dernières sorties, les horizons très incertains du programme national de nouveau porte-avions, l’âge avancé des grands bâtiments hérités de l’URSS (le *Pierre le Grand* et son *sister ship Admiral Nakhimov*). Du point de vue des ambitions hauturières, en définitive, la seule bonne nouvelle serait l’entrée en service récente de la frégate projet 22350⁷⁰.

C’est dans ce contexte, qui valorise, pour la projection de force, le rôle des sous-marins (y compris de sous-marins nucléaires équipés de missiles de croisière déployés en Méditerranée à partir de la flotte du Nord, Tartous étant en mesure d’accueillir des bâtiments à propulsion nucléaire), **qu’intervient l’effet compensateur de la « kalibrisation »** des forces navales russes. Les nouvelles capacités dont est équipée une bonne partie des nouvelles plateformes de surface et sous-marines russes rehaussent la dissuasion conventionnelle, qui est au cœur de la mission de la Marine de guerre – et du groupe de forces permanent en Méditerranée. La crédibilité de la dissuasion conventionnelle russe est également appuyée par l’aptitude renforcée des forces russes à travailler en interarmées, démontrée dans le cadre de la guerre en Syrie, et à articuler leurs moyens offensifs et défensifs.

La projection russe dans « l’océan mondial » est assez contrainte, et reste d’ailleurs secondaire dans les préoccupations immédiates de la Marine, quoi qu’affichent les documents stratégiques russes et même si les capacités accrues de Tartous offrent un soutien logistique relativement plus important pour les bâtiments qui évoluent vers l’océan Indien ou l’Atlantique. En revanche, **il n’est pas impossible que Moscou puisse ambitionner de pousser sa présence en Méditerranée davantage vers l’Ouest**. En particulier si les relations avec les pays occidentaux ne s’améliorent pas, et compte tenu de l’affirmation des intérêts de Moscou dans certains pays africains, les autorités russes pourraient vouloir appuyer, par une présence navale plus fréquente, leur jeu dans « l’étranger proche » des pays occidentaux (effet de « revanche » sur l’Ukraine et souci de disposer de leviers d’influence sur les calculs des capitales occidentales). Cela dépendra, en partie, de la

capacité de la Russie à obtenir des accès supplémentaires à des ports en Méditerranée, et de la possibilité d’y installer des systèmes protégeant ses déploiements navals. Sont d’ores et déjà visibles des signaux dans ce sens (par exemple exercices conjoints à l’automne 2019 avec la Marine algérienne, avec escale de la frégate *Admiral Makarov* à Limassol sur le chemin de retour en Méditerranée orientale)⁷¹.

L’intérêt de la Russie pour une éventuelle base supplémentaire – par exemple en Libye – est fréquemment évoqué dans la presse spécialisée russe, mais il n’y a **pas d’éléments durs permettant d’affirmer qu’il s’agisse d’un plan ferme de Moscou**, pour des raisons liées à la situation aussi bien en Russie qu’en Libye. L’obtention de nouveaux accès ne semble pas chose facile dans les conditions actuelles, malgré l’affirmation régionale de la Russie, mais sur le plus long terme, Moscou pourrait bénéficier des crispations dans les relations entre les pays de la zone et les puissances occidentales, ou de la volonté des premiers de renforcer leur main dans les relations avec les secondes en jouant la « carte russe », qui pèse clairement beaucoup plus aujourd’hui qu’au début de la décennie. L’apparition de plateformes russes équipées de *Kalibr* en Méditerranée occidentale poserait évidemment des problèmes de sécurité aux Occidentaux, en mettant des cibles importantes à portée des capacités de frappe russes en mer. Plus ponctuellement, comme cela a été indiqué précédemment, la Marine pourrait décider le déploiement de bâtiments de la flotte de la mer Noire du bassin méditerranéen – mer Rouge, corne de l’Afrique – en dépit des pressions que cela exercerait inévitablement sur la chaîne logistique et de maintenance...⁷²

Partie 2 - Implications et recommandations

L’intégration de l’espace de la Méditerranée orientale permet à la stratégie russe de disposer en théorie d’une capacité de dissuasion conventionnelle à même d’intimider ses adversaires. Elle aggrave ainsi sensiblement les problématiques jusqu’ici associées à cette région. **Aux menaces de déstabilisation** d’États fragiles voire **d’embrasement** des rivalités interétatiques qui nous ont contraints et nous contraignent encore à intervenir pour assurer la sécurité de nos intérêts et ressortissants – Opération FINUL de maintien de la paix au Liban-sud depuis 1978, opération REVESAC Baliste de 2006, opération Chammal depuis 2014 – se joignent désormais les velléités d’un **déni d’accès** des approches du théâtre voire d’une **intimidation stratégique** sur le territoire national.

Ceci posé, **ce qui frappe dans le dispositif russe en MEDOR est sa « juste suffisance » et les effets de levier stratégique qu’il offre au leadership russe dans la zone.** A l’échelle d’une puissance européenne, c’est un dispositif imposant mais qui reste très réduit lorsqu’on le place en regard des appareils de force déployés par les coalitions occidentales sous leadership américain. L’interrogation se porte ainsi sur les potentialités de « déni plausible » du dispositif, qui lui assurerait *in fine* une crédibilité dissuasive bien supérieure à ses capacités réelles en encourageant l’indécision chez ses adversaires. Aux moyens aériens et maritimes, « conventionnels » décrits dans la première partie, les Russes ont en effet adjoint des entités semi-régulières, d’origines paramilitaires et privées pour la conduite de leurs opérations terrestres. Leur emploi accroît l’incertitude quant à leur commanditaire et génère pour nos forces une nouvelle complexité des menaces sur zone potentiellement inhibitrice pour nos interventions.

1. Quel potentiel capacitaire russe en MEDOR et quelles implications en cas de conflit ?

Précisons que, par conflit armé d’ampleur, on entend ici une conflagration dans laquelle la force est employée au plein rendement de son efficacité. Le sens de cette notion concernant un Etat nucléaire fait débat depuis longtemps. Elle n’en est pas moins intéressante sous l’angle de la dissuasion. Les conflits ici considérés seraient ceux découlant d’une extension d’une confrontation générée ailleurs (pays baltes, Biélorussie, etc.) ou l’escalade d’un conflit dans la région.

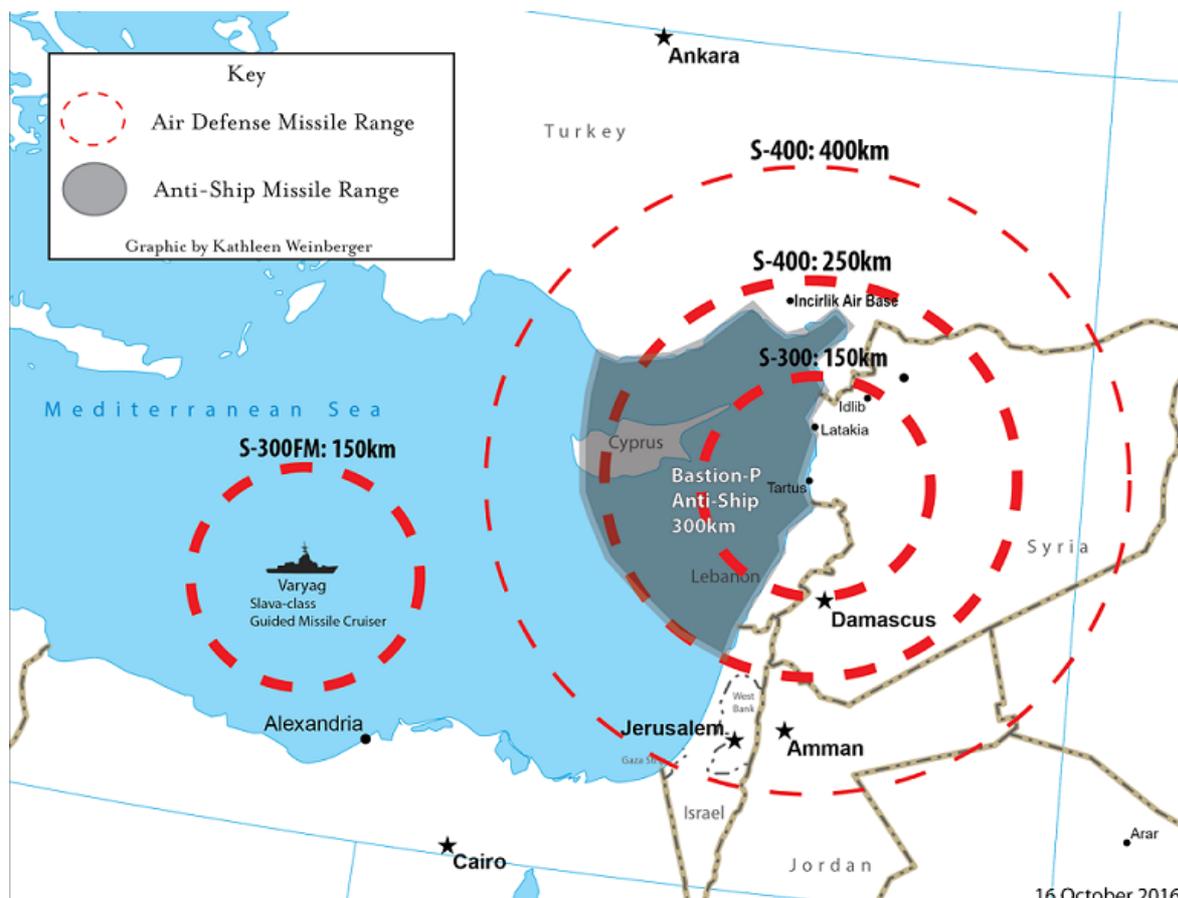
1.1. Esquisse d’analyse par grands types d’opérations

1.1.1. Contrôle du milieu aérien

Les capacités aériennes présentes à Hmeimim, Masyaf et Tartous assurent certainement une bulle d’interdiction mais elles n’en sont pas moins limitées par plusieurs facteurs.

Leur volume est le premier. Les Russes semblent avoir déployé deux unités de tirs S-400, celle de Hmeimim (avec le radar de veille/acquisition 96L6E Cheese Board, le C2 et le soutien associés, couverts par des SACP Pantsir et Tor) et celle au nord de Masyaf (certainement pour une meilleure couverture face au sud et à l’est). Leur capacité d’engagement simultanée est donc théoriquement de deux fois 12 missiles sur 6 cibles. Il faut ajouter, peut-être, une capacité du même ordre pour le S-300V4 de Tartous. Au total, cela implique au plus une capacité de traitement à moyenne et longue portées de l’ordre d’une vingtaine d’objectifs et n’offre inversement qu’une demi-douzaine de radars comme cibles critiques à l’assaillant. On comprend bien le relatif sous-dimensionnement de ce dispositif face à une attaque initiale qui serait constituée de plusieurs dizaines de missiles de croisière Tomahawk ou *Joint air-to-surface standoff missile* tirés à distance de sécurité puis d’appareils tactiques et bombardiers délivrant des dizaines de bombes guidées de précision.

Portée de missiles sol-air et antinavire russes déployés en MEDOR



Source : Institute for the Study of War, cité dans Loic Burton, « Bubble Trouble: Russia’s A2/AD Capabilities », *Foreign Policy Association*, October 25th, 2016 <https://foreignpolicyblogs.com/2016/10/25/bubble-trouble-russia-a2-ad/>

Autre élément, certains observateurs semblent avoir redécouvert les effets de la rotondité de la terre et du relief (particulièrement problématique pour les Russes dans cette zone) sur la portée de détection d’un système sol-air, à l’occasion des frappes américaines sur la base de Sharyat début 2017⁷³. Ces facteurs réduisent les bulles d’engagement à quelques dizaines de km, donc font rentrer ces systèmes dans la zone d’engagement des munitions air-sol moyenne portée de l’aviation tactique (GBU-53 américaines, Armements Air-Sol Modulaires de nos forces, etc.). D’où l’importance des déploiements d’A-50 Mainstay, le système de détection et de commandement aéroporté russe, après les frappes américaines. Toutefois, il n’est pas certain que ces systèmes (dont 15 à 20 appareils seraient opérationnels dans les VKS) soient présents sur zone en permanence et il ne semble s’agir au quel cas que d’un ou deux appareils. Plus surprenant est le possible recours des Russes pour leur unité S-400 à Masyaf à un vieux radar syrien P-14 en VHF, certainement pour détecter les appareils furtifs et dont certaines sources attribuent la maintenance à la Biélorussie. Son éventuel déploiement interroge sur les capacités des radars NEBO russes, beaucoup plus récents, mais il n’est pas impossible que la logique de déploiement à des fins de démonstration et de tests, activement suivie par les militaires russes en Syrie, cède ici le pas à des impératifs de discrétion en matière de ROEM.

Dernier élément, la chasse repose au mieux sur une composante de quelques SU-35, lesquels peuvent fournir une couverture aérienne limitée des bases russes en Syrie mais sans doute pas des ressources suffisantes pour assurer la supériorité aérienne sur des zones plus distantes.

Ajoutons que, si l’on en juge par ce qui transparaît des performances de la défense aérienne syrienne contre les raids israéliens sur les capacités du Hezbollah, la synergie avec cet appareil militaire, quel que soit le niveau d’intégration de C2 (d’ailleurs impossible à évaluer en sources ouvertes), ne serait sans doute pas d’une grande aide non plus pour Moscou. Un récent rapport du FOI revient d’ailleurs sur ces piètres performances et s’interroge sur les réelles capacités des systèmes russes⁷⁴.

Au final, **on peut fortement douter que le dispositif aérien russe ait un effet d’interdiction significatif allant au-delà du nord de la Syrie du nord et du Liban** et soit susceptible de disputer la supériorité aérienne, d’entraver significativement la liberté d’action de la composante air d’un déploiement aéronaval plus au sud.

1.1.2. Contrôle du milieu naval

La composition de l’escadron naval russe plaide surtout pour une **capacité de défense côtière voire d’interdiction, pas pour le contrôle de la MEDOR**. Cette capacité devrait croître avec le renforcement évoqué. Les *Kalibr* mis en œuvre par ces navires et les missiles Yakhont (ou Onix) de défense côtière constitueraient une **menace très sérieuse pour toute force opérant dans le bassin levantin, par exemple à des fins d’opérations amphibies**. Cependant, le manque de capacités surface-air de niveau S-300 des corvettes et frégates de la mer Noire constituant la base permanente de cette task force méditerranéenne la

rendrait sans doute vulnérable au-delà du bassin de Lattaquié, sauf déploiement ponctuel d’autres navires plus puissants. Le déploiement de sous-marins, certes limité en l’état d’un ou deux Kilo mais qui pourrait être renforcé à l’avenir, offre donc les capacités les plus poussées : ceux-ci pourraient trouver des situations d’interdiction idéales, comme par exemple à l’entrée du Bassin Levantin, au sud de la Crête, en eaux profondes, en mesure de gêner considérablement tout déploiement vers l’est. Cela étant, en cas de confrontation, ces bâtiments feraient face à des capacités de lutte ASM en pleine modernisation générationnelle : les sonars actifs basse fréquence, comme le CAPTAS4 de Thalès équipant nos moyens de surface, réputé très performant, obligerait probablement les submersibles russes à opérer à plus longue portée, compliquant par exemple leurs efforts de ciblage.

1.1.3. **Contrôle et action dans le domaine électromagnétique**

Intégrées aux opérations de contrôle ou d’interdiction des deux milieux, celles sur le domaine EM seraient d’une importance critique, déjà maintes fois démontrée : gêne des communications et surtout interdiction des *Global Navigation Satellite System* (GNSS), empêchant de frapper avec précision sur coordonnées à distance de sécurité et entravant l’ensemble des communications et des radars reposant sur l’horlogerie GPS. On peut à cet égard rappeler les propos du responsable de l’*US Special Operations Command* disant en avril 2018 : « *Actuellement en Syrie nous opérons dans l’environnement de guerre électronique le plus agressif de la planète* », les Russes « *nous testent chaque jour, frappant nos communications, invalidant nos EC-130, etc.* »⁷⁵. Là encore, cependant, ces capacités reposant sur un nombre minimal de systèmes : les uniques Krasukha-4, R-330ZH Zhitel et leurs équivalents embarqués, n’apparaissent guère redondants et sont eux-mêmes vulnérables.

1.1.4. **Opérations d’interdiction**

Comme l’a montré la campagne syrienne, il convient de penser le système de reconnaissance-frappe russe non pas uniquement à l’aune de ces moyens déployés en MEDOR mais aussi des capacités basées en Mer Noire et en Caspienne pour ce qui concerne les engagements dans le nord du Moyen-Orient. Sur ce plan, les Russes ont indéniablement démontré une capacité de ciblage dans la grande profondeur fondée sur les Kalibr SS-N-30A. On ne peut exclure la possibilité que ces frappes depuis la Caspienne aient même été exécutées à dessein. Or, si l’on se place dans une logique d’intervention sur les pourtours de la MEDOR, la salve instantanée des 34 Kalibr peut certes constituer **une capacité d’interdiction ciblée contre un site ou de représailles à des fins de diplomatie coercitive** contre les Etats de la région **mais guère au-delà**.

Comme dans le cas des moyens de la flotte du Nord, l’emploi de ces systèmes au service de l’objectif de **dissuasion conventionnelle** tournée contre l’OTAN évoquée en première partie pose en réalité question, même s’il n’est pas exclu que les Russes considèrent utiles de les employer ainsi (par exemple sur une base clé de l’OTAN). La situation est autrement plus claire si l’on considère, en raison de leur caractère dual, la **contribution de ces missiles à la dissuasion nucléaire comme armes non-stratégiques**. Cette capacité de dissuasion s’exercerait au demeurant plus contre la Grèce, l’Italie ou les bases britanniques que contre

nous, compte tenu de l’allonge encore limitée des plateformes et armements russes, en tout cas à court-moyen terme.

1.1.5. Dans le domaine terrestre, une stratégie de déni plausible

À cet égard le corps expéditionnaire russe en Syrie, à dominante aérienne et maritime, ne constitue que la partie la plus visible et conventionnelle de sa présence sur le théâtre d’opération. Si les éléments aériens et maritimes ont été responsables de l’effet majeur recherché au niveau intra-théâtre – une campagne de bombardement stratégique contre les ennemis du régime – et inter-théâtre – sanctuariser son existence vis-à-vis d’une réaction occidentale – ils ont été appuyés au sol par le développement d’entités semi-régulières directement sous son contrôle opérationnel mais présentées comme potentiellement autonomes. Si la Russie peut se targuer d’une empreinte au sol légère, c’est bien parce qu’elle a pu compter sur la présence accrue de ses compagnies militaires privées (ESSD) dont le groupe Wagner, le plus connu, disposerait de quelques 2000 hommes sur le terrain⁷⁶.

Au contraire d’une acceptation occidentale des ESSDs qui consacre ces entités privées à des tâches de soutien et plus rarement d’appui, le groupe Wagner incarne au sein du dispositif russe l’élément de manœuvre terrestre principal pour lequel il est structuré, équipé et employé à la manière d’un Groupe de Bataillon Tactique conventionnel⁷⁷. Wagner opère ainsi le plus souvent en premier échelon des offensives du régime syrien à la façon d’un détachement d’ « avant-garde » (авангард) ou « avancé » (передовой отряд)⁷⁸ pour dégager l’ennemi au contact et réaliser par le choc une « reconnaissance en force » fidèle aux doctrines russe d’art opératif⁷⁹. Sur un mode mineur, d’autres sociétés privées russes, à l’instar d’*E.N.O.T Corp.* sont présentes et se concentrent plus classiquement sur la formation et l’entraînement des milices pro-régimes, bien qu’elles semblent là encore servir une stratégie militaire d’influence en conditionnant leur assistance opérationnelle à une certaine satellisation politique⁸⁰. Enfin dernier « maillon » de ce dispositif semi-régulier, la Russie a directement formé à partir de 2015 des « légions d’assaut » syriennes à partir d’anciennes milices pro-régimes qu’elle encadre directement par ses officiers à la manière de troupes supplétives.

L’incident en 2018 de la « bataille de Khousham » lors duquel une formation de Wagner tenta un franchissement de vive-force de l’Euphrate avant d’être anéantie par des frappes américaines, est exemplaire à plus d’un titre des limites de l’intimidation de l’A2/AD russe comme de ses potentialités « hybrides » mêlant empiètement imprudent et déni plausible. L’objectif de l’opération de Wagner semblait être la saisie des champs de gaz dits de « Conoco » à la faveur d’une double incertitude qui régnait d’une part sur les délimitations exactes de la ligne de *deconfliction* entre russe et américain sur l’Euphrate et d’autre part sur son statut. En effet, le doute était entretenu sur la qualification du groupe, entre son autonomie revendiquée comme entité privée agissant pour le compte du régime syrien, et son intégration à l’ordre de bataille russe en Syrie qui aurait dû lui faire bénéficier de sa protection anti-aérienne. Encore aujourd’hui il est difficile d’établir avec certitude la responsabilité de l’État russe dans la décision de Wagner de franchir l’Euphrate, la possibilité d’un conflit d’intérêt à son sommet n’étant pas à exclure. Il demeure que la Russie en disposant d’une panoplie d’entités semi-régulières en appui de son dispositif conventionnel s’est ménagé une véritable capacité à contrôler les logiques d’escalade et de seuil de

l’hostilité. L’incertitude croissante constatée sur les théâtres d’opération se voit ainsi au Levant directement alimentée par la Russie, qui complexifie les menaces locales en pouvant soit les « augmenter » par son assistance et le détachement de ses entités privées, soit les abriter par sa capacité de déni d’accès.

1.2. Conclusions : déni plausible, interdiction improbable.

Ce dispositif de théâtre peut **parfaitement atteindre des effets stratégiques limités**, dont le premier, incontestable, aura été de sauver le leader de son pays-hôte. Il apparaît effectivement bien taillé pour contribuer à **une stratégie d’influence, dissuader les actions adverses en opérant comme un « tripwire », voire interdire les entreprises des acteurs de zone.**

Il semble en outre **suffisamment robuste pour interdire**, dans les domaines aérien, naval (et électromagnétique), **au plus le bassin Levantin et au moins les approches littorales du Levant à une coalition limitée** à laquelle ne participerait pas les Américains, cas de figure le plus contraignant pour nos armées. Même surclassé numériquement par les marines des alliés méditerranéens (française, italienne, grecque, espagnole et a fortiori turque), la force navale russe et ses missiles terrestres disposeraient sans doute d’une puissance de feu suffisante pour espérer leur occasionner des pertes inacceptables. Cela semble aussi le cas dans le domaine aérien. Elle dispose de plus de moyens de frappe en mesure d’interdire plusieurs bases essentielles (sur Chypre par exemple).

En revanche, ses capacités (conventionnelles) semblent nettement moins convaincantes dans le cas de la confrontation plus large avec l’OTAN. Tout d’abord, on peut **douter que le volume de moyens suffise à obtenir une diversion de capacités françaises, britanniques ou américaines significatives, servant un étalement horizontal des forces de l’OTAN** qui ne pourraient alors interférer dans la zone principale. De plus, à la différence du dispositif septentrional en cas de confrontation majeure, **il apparaît bien insuffisant pour contribuer à établir un bastion. Confrontée à l’Alliance regroupée ou à une coalition élargie sous leadership américain**, le dispositif russe ne serait sans doute **pas en mesure de résister à des modes d’action saturants.**

Cette aptitude russe dépendrait donc de ses renforts, tout particulièrement pour le contrôle des milieux aérien et naval. Cependant, en matière d’escalade horizontale, ce qui est vrai pour l’Alliance l’est aussi pour la Russie : ainsi la défense essentielle du bastion nord priverait très certainement la flotte méditerranéenne de renforts de la flotte du Nord, l’éventuel secours ne pouvant alors provenir que de la seule flotte de la Mer Noire. **Ce renforcement serait, sans surprise, entièrement lié à la permissivité d’Ankara** concernant le passage des détroits.

Le défi envisagé est celui de la **complexification des menaces** dans la région à mesure de la proximité du dispositif russe qui agirait comme un **tiers intéressé à la résolution des crises**. Cette complexification des menaces est ainsi due à leur **intrication mutuelle** en termes **capacitaires** : celle insurrectionnelle et terroriste par exemple pourrait s’hybrider par un soutien capacitare russe direct ou sa simple mise à l’abri par la bulle A2/AD. L’intrication se décline en outre en termes de **missions** à effectuer : humanitaire, sécuritaire, en

intervention/interposition, pour neutraliser et/ou stabiliser. L’espace en question, **congestionné** de forces **plurielles** d’États rivaux (Turquie/Israël, Turquie/Grèce/Chypre), voire antagonistes (Israël/Syrie/Iran, Turquie/Syrie) mais aussi d’acteurs **infra-étatiques** (Hezbollah libanais, *Fatah al-Cham* djihadiste, milices syriennes ou pro-turques) aux allégeances aussi diverses que volatiles, impose ainsi un format d’intervention tout aussi **lourd** qu’il rend difficile sa prise de décision par la possibilité de stratégie de **déni plausible** ou de **zone grise** sur les responsabilités d’une agression. La présence russe pourrait devenir dans ce contexte un **multiplicateur** de ces menaces potentielles dont **elle peut être l’animatrice** via des stratégies de « piétons imprudents » ou par des démonstrations de force.

Dans un scénario maintes fois éprouvé d’une évacuation de ressortissants au Liban, la Force, déjà soumise aux contraintes du milieu urbain et des opérations amphibies, pourrait par exemple être confrontée à un **décloisonnement** de ses vulnérabilités aux niveaux :

- ➔ **de l’inter-théâtre**, avec un risque d’**interdiction** ou de **dégradation** des **points d’entrée**, plus particulièrement les bases **navales** utilisées aujourd’hui à Chypre, et celle **aérienne H-5** de Jordanie ;
- ➔ **de l’intra-théâtre**, avec la **disparition de ses arrières terrestres** sous l’effet conjugué de l’aggravation des menaces balistiques et irrégulières, et ce, dans un milieu urbain propice aux infiltrations, qui rendra extrêmement malaisées les étapes intermédiaires de rassemblement et de premiers soins des ressortissants évacués.

Enfin, la présence russe en MEDOR, voire en Méditerranée centrale à l’avenir, fait également émerger la question de la **réassurance potentielle** de nos alliés régionaux : Grèce, Chypre, voire Turquie si la relation entre Ankara et Moscou était amené à se dégrader dans le futur, celle des **opérations de libre-navigation** si Moscou devait appuyer des revendications maritimes problématiques.

2. Recommandations

Cette note exploite et détaille ou complète les recommandations de la note n°4, consacrée aux stratégies de sécurité en Méditerranée.

Pour le court terme, le contrôle du dispositif russe amène à proposer des recommandations d’ajustements capacitaires, au croisement des domaines terrestre, aérien et naval, par le biais de la **coopération avec les alliés, notamment au sein de l’OTAN** :

- ➔ Proposer aux Américains, Britanniques, Italiens et Espagnols la **mise en place d’un groupe amphibie combiné permanent ou rapidement projetable**, sur le modèle de la Multinational Amphibious Task Force (MNATF), comme renforcement du Standing NATO Maritime Group STANAVFORMED/SNMG 2 ou pour d’autres projections multinationales ;
- ➔ **L’armement et l’entraînement de ces groupes à la lutte ASM**, comme mission alternative à leur cœur de métier, l’assaut amphibie ;

- ➔ **Le renforcement de la protection aérienne et navale du réseau de bases méditerranéennes** (Corse, Decimomannu en Sardaigne, Sigonella et Trapani en Sicile, Hay Wharf à Malte, La Sude et Katali en Crète, à Chypre, Akrotiri mais aussi Ayios Nikolaos du GCHQ britannique qui constitue probablement l’une des ressources ROEM les plus précieuses pour observer le déploiement russe) constituant autant de « porte-avions insubmersibles » permettant la défense avancée de nos territoires – ou de ceux des alliés – et la projection de puissance vers les rivages du sud. Le MINARM pourrait proposer aux armées britanniques, italiennes, grecques et américaines des **exercices de protection contre la menace missiles de croisière** mais aussi de projection de force à partir de ces bases.

A plus long terme, la confrontation avec la présence russe en MEDOR voire en méditerranée centrale inciterait logiquement, dans le cadre de nos stratégies capacitaires, à mettre l’accent sur :

- ➔ **L’extension des capacités antinavires au-delà de l’aéronavale** avec par exemple l’emport et l’entraînement au tir de missiles Exocet AM39 par les Rafale de l’armée de l’air voire par les hélicoptères du commandement des opérations spéciales embarqués sur BPC (à l’image des Super Puma brésilien et chilien) ;
- ➔ L’entraînement (plus systématique ?) **aux contrôle décentralisé ou à tout le moins au Battle Management par les patrouilles de chasseurs**, complétant ce combat collaboratif, afin de limiter le recours aux AWACS, potentiellement vulnérables face aux systèmes SALP russes (enfin) dotés du missile 40NE6 ;
- ➔ La montée en puissance des **capacités anti-missiles de théâtre** (Aster) et de **C-RAMM** pour prévenir l’interdiction de nos bases ;
- ➔ L’étude de **procédés innovants de projection de forces spéciales à très longue distance** permettant une manœuvre 3D depuis la mer en dépit de capacités d’interdiction littorale. Elle pose par exemple la question **d’appareils hybrides à décollage vertical** – convertibles ou à propulseurs – **sur les navires amphibies** ou encore **le soutien de ces forces par drones à changement de milieu depuis des sous-marins** ;
- ➔ Le recours aux **systèmes de combat collaboratif** fondé sur la **nouvelle génération de systèmes de liaison de données tactiques** à plus haut débit et à basse probabilité de détection et d’interception afin, en même temps, **d’accroître l’avantage compétitif que nous apporte la mise en réseau de nos forces** face à celle des Russes et de **réduire la vulnérabilité de notre exploitation du spectre électromagnétique** ;
- ➔ **L’accélération du développement de nouvelles technologies de positionnement, de navigation et synchronisation** : centrale inertielle à MEMS (microsystème électromécanique), pseudolites (etc.), à même d’éviter le recours aux systèmes spatiaux qui restent certainement vulnérables à la GE russe en dépit des renforcements du GPS et de l’arrivée de Galileo et des synergies entre les deux. Archétype du domaine adapté à la coopération, le développement de ces nouvelles capacités devrait ainsi aller au-delà de projets actuels centrés sur ces systèmes spatiaux comme le *Capability Development Plan* de l’UE ;

- ➔ **Le développement de réseaux de capteurs déposés sur les fonds marins**, un peu analogue au *Transformational Reliable Acoustic Path System* de la DARPA mis en œuvre par la Navy⁸¹. Entrepris par exemple en coopération au sein de l’OTAN (dans le prolongement de l’accord signé entre 13 membres de l’Alliance en juillet 2018 ?) ou avec les marines de la région (les marines grecque ou italienne), les britanniques et les Américains, il permettrait potentiellement de mieux suivre les mouvements des sous-marins russes ;
- ➔ Enfin, plus généralement, la **massification** du format de nos armées, voire **l’alourdissement de certains de leurs armements**, pour pouvoir à la fois assurer correctement une intervention de haute intensité mais aussi pour garantir la sécurité de nos lignes de soutien.

Références

¹ Igor Delanoë, « Face-à-face franco-russe en Méditerranée orientale », www.rusnavyintelligence.com, 15 mars 2019. L’auteur rappelle que le sous-marin s’était entraîné, depuis le mois de février, à des tirs contre des cibles en surface en mer Noire.

² Cité in « Over 40 Ships have Joined Navy’s Mediterranean Task Force since 2013 – Commander », Interfax-AVN, 1er juin 2018.

³ Rod Thornton, « Countering Prompt Global Strike: The Russian Military Presence in Syria and the Eastern Mediterranean and Its Strategic Deterrence Role », *Journal of Slavic Military Studies*, vol. 32, n° 1, 2019, p. 2.

⁴ Spyridon N. Litsas, « Russia in the Eastern Mediterranean: Intervention, Deterrence, Containment », *Digest of Middle East Studies*, vol. 26, n° 1, p. 56.

⁵ Voir Isabelle Facon, « Le jeu d’influence de la Russie en zone Afrique du Nord /Moyen-Orient », *Maghreb Machrek*, Editions Eska, n° 237-238, 2019, pp. 199-215 ; Isabelle Facon, « La Russie et les redéfinitions du monde arabo-musulman », *Annuaire Français de Relations Internationales*, Bruylant, Vol. XV, 2014, pp. 625-640.

⁶ Igor Delanoë, « Le retour de la Russie en Méditerranée », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 89, décembre 2014, p. 1.

⁷ Matthew Bodner, « Why Russia is Expanding its Naval Base in Syria », *Moscow Times*, 21 septembre 2015. Le plan d’action était alors d’établir une base militaire puis d’en développer les infrastructures, le tout avec 2012 pour horizon de finalisation, une date qui a glissé du fait de la guerre en Syrie.

⁸ Voir Igor Delanoë, *Russia’s Black Sea Fleet: Toward a Multiregional Force*, CNA, juin 2019, pp. 18-19.

⁹ « Russia in the Eastern Mediterranean: Intervention, Deterrence, Containment », *op. cit.*, p. 58.

¹⁰ *Ibid.*, p. 61.

¹¹ La Vè escadre était en mer de façon permanente et il y avait une rotation régulière sur la base des bâtiments de la flotte de la mer Noire. Son état-major était situé dans une base de sous-marins et les bâtiments étaient réapprovisionnés et entretenus à partir de la station logistique de Tartous, voir *infra* (« Russian Ship Squadron »...).

¹² Voir « Countering Prompt Global Strike: The Russian Military Presence in Syria and the Eastern Mediterranean and Its Strategic Deterrence Role », *op. cit.*, p. 7 et suiv. Il s’agirait d’une version maritime du réflexe de la Russie de s’entourer de zones tampons pour repousser les frontières de la menace extérieure et tenir les adversaires à la plus grande distance possible des centres névralgiques de pouvoir politique et économique de la Russie, sous la forme d’un contrôle, quelle qu’en soit la forme, sur les espaces et pays contigus à son territoire.

¹³ *Ibid.*, p. 8.

¹⁴ « In the Middle East, Russia is Reasserting Its Power », *The Economist*, 25 mars 2017.

¹⁵ Expression employée par l’ancien président et Premier ministre actuel Dmitriï Medvedev pour désigner l’espace couvrant l’ex-URSS hors Etats baltes.

¹⁶ Rod Thornton, « The Russian Military Commitment in Syria and the Eastern Mediterranean », *The RUSI Journal*, vol. 163, n° 4, août-septembre 2018, p. 32.

¹⁷ Dmitry Gorenburg, « Russia’s Naval Strategy in the Mediterranean », *Security Insights*, George C. Marshall European Center for Security Studies n° 35, juillet 2019.

¹⁸ Rafil Moustafin, « Noujny li Rossii voennye bazy v Livii ? » [La Russie a-t-elle besoin de bases militaires en Libye ?], *Nezavisimaïa Gazeta*, 13 février 2019.

¹⁹ *Ibid.*

²⁰ « Russia in the Eastern Mediterranean: Intervention, Deterrence, Containment », *op. cit.*, p. 57.

²¹ « ‘Voronej’ v Krymou : Sredizemnoe more nakroiout radiolokatsionnym koupolom » [Le ‘Voronej’ en Crimée : une coupole radar pour couvrir la Méditerranée], *Izvestiia*, 2 avril 2019.

²² « The Russian Military Commitment in Syria and the Eastern Mediterranean », *op. cit.*, p. 35.

²³ « Poutine potreboval narastit’ boevye vozmojnosti VMF v blijaïchie gody » [Poutine exige un renforcement des capacités de combat de la Marine de guerre dans les prochaines années], *Rossiïskaïa Gazeta*, 2 décembre 2019.

²⁴ « Je ne sais pas pourquoi les gens parlent de la re-création de l’escadre en Méditerranée. Ces déclarations ne sont que des grands mots et des vœux que ne sous-tendent pas les ressources réelles. Si un tel groupe était constitué sur la base de ce qui reste de la flotte, les bâtiments utiliseront leurs ressources en un an et devront ensuite partir à la maintenance. Que restera-t-il alors pour l’action militaire ? » ; et d’ajouter : « les flottes du Nord, de la Baltique et de la mer Noire

sont actuellement en mesure de fournir tout au plus un ou deux bâtiments en état pour une présence permanente en Méditerranée ... tous les bâtiments de la flotte de la mer Noire ont atteint leur limite d’âge. Il y a aussi un besoin en bâtiments de soutien, et la situation sur ce front n’est pas meilleure ». Il mettait en avant également la maigreur des installations à Tartous et l’instabilité de la Syrie, rendant incertaine leur utilisation (« Russian Ships Squadron will not Stay in Mediterranean over a Year – Admiral Kravchenko », *Interfax-AVN*, 1^{er} mars 2013).

²⁵ « Black Sea Fleet’s Turbinist Trawler Joins Russian Navy’s Mediterranean Task Force », *Interfax-AVN*, 21 mai 2018.

²⁶ « Les fondations de l’escadre de la Méditerranée sont posées », *Sputnik*, 18 mai 2013.

²⁷ Si la Russie maintient ces deux bâtiments en Méditerranée orientale sur une base permanente, elle devra y établir des infrastructures pour leur maintenance, note le spécialiste français Igor Delanoë (*Russia’s Black Sea Fleet: Toward a Multiregional Force*, op. cit., p. 26).

²⁸ *Ibid.*, p. 21 ; « The Russian Military Commitment in Syria and the Eastern Mediterranean », op. cit., p. 35.

²⁹ « Over 40 Ships have Joined Navy’s Mediterranean Task Force since 2013 – Commander », *Interfax-AVN*, 1^{er} juin 2018. En mai 2017, par exemple, le détachement comprenait les bâtiments suivants : le patrouilleur *Smetlivy*, des frégates (dont les frégates projet 11356 *Admiral Grigorovitch* et *Admiral Essen*, toutes deux équipées de *Kalibr*), un sous-marin *Kilo* (le *Krasnodar*), un bâtiment de débarquement (*Yamal*), un dragueur de mines (*Valentin Pikoul*), un bâtiment de reconnaissance (*Kildin*), un remorqueur, un atelier flottant (« Smetlivy Patrol Ship to Join Russian Navy’s Mediterranean Squadron – Black Sea Fleet », *Interfax-AVN*, 22 mai 2017).

³⁰ Igor Delanoë, « Concentration de navires russes en Méditerranée orientale », <http://www.rusnavyintelligence.com>, 28 août 2018. Le groupe comptait alors 11 bâtiments de combat, dont 8 capables de tirer des *Kalibr*, et 8 avaient été admis au service actif au cours des 24 derniers mois.

³¹ « The Russian Military Commitment in Syria and the Eastern Mediterranean », op. cit., p. 35.

³² *Ibid.*, p. 35.

³³ « Russian Patrol Vessel Yaroslav Mudry Replenishes Stocks in Mediterranean on Way to Indian Ocean », *Interfax-AVN*, 14 octobre 2019.

³⁴ *Russia’s Black Sea Fleet: Toward a Multiregional Force*, op. cit., p. 26.

³⁵ A son apogée, elle comptait 95 bâtiments (« Countering Prompt Global Strike: The Russian Military Presence in Syria and the Eastern Mediterranean and Its Strategic Deterrence Role », op. cit., p. 7). La Russie l’a démantelée en 1992.

³⁶ Les premiers tirs ont eu lieu dès le mois d’octobre 2015, avec le tir de 26 missiles *Kalibr* à partir de la mer Caspienne (emportés par une frégate et trois corvettes), suivis par la suite par des tirs de *Kalibr* à partir de frégates et de sous-marins classe *Kilo* en Méditerranée (« Russia’s Admiral Makarov Missile Frigate Conducts Live Firing Exercise in Eastern Mediterranean », *Interfax-AVN*, 14 octobre 2019).

³⁷ « Russia’s Naval Strategy in the Mediterranean », op. cit.

³⁸ « Face-à-face franco-russe en Méditerranée orientale », op. cit.

³⁹ Rod Thornton, « The Russian Military’s ‘Permanent’ Commitment in Syria and the Eastern Mediterranean », <https://defenceindepth.co>, 20 avril 2018.

⁴⁰ « Russia’s Naval Strategy in the Mediterranean », op. cit.

⁴¹ « The Russian Military Commitment in Syria and the Eastern Mediterranean », op. cit., p. 32, p. 33.

⁴² « Veliky Ustyug Missile Ship Joins Russian Naval Taskforce in Mediterranean », *Interfax-AVN*, 26 septembre 2019.

⁴³ *Russia’s Black Sea Fleet: Toward a Multiregional Force*, op. cit., p. 25.

⁴⁴ La Russie aurait marqué de l’intérêt pour le port de Kotor au Monténégro. Sa tentative maladroite de faire obstacle à l’adhésion de ce pays à l’OTAN est perçue par certains experts comme un symbole supplémentaire de sa volonté de présence à long terme en Méditerranée orientale (« The Russian Military Commitment in Syria and the Eastern Mediterranean », op. cit., p. 38).

⁴⁵ « Russia’s Naval Strategy in the Mediterranean », op. cit.

⁴⁶ « Russia Interested in Keeping its Military Presence in Syria – Lavrov », *Interfax-AVN*, 2 octobre 2019.

⁴⁷ Tartous était utilisé par la Vème escadre soviétique comme point d’appui technique et matériel. Largement délaissé, faute de moyens, dans l’ère post-soviétique, il consistait, en 2011, en quelques quais flottants, un bâtiment de réparation, des installations de stockage et logistiques (« Russia to Deploy Permanent Warships Groups in Indian Ocean to Fight Pirates – Source », *Interfax-AVN*, 22 mars 2011).

⁴⁸ « The Russian Military Commitment in Syria and the Eastern Mediterranean », op. cit., p. 36 ; « Russian Sailors Practice Deterring Cruise Missile Strike at Base in Syria’s Tartus », *Interfax-AVN*, 1^{er} février 2019.

⁴⁹ « Les fondations de l’escadre de la Méditerranée sont posées », op. cit. ; citant l’amiral Kouroedov, ancien commandant de la flotte de la mer Noire et, au moment de cette déclaration, président de la commission parlementaire pour la Défense.

⁵⁰ « Russia to Upgrade Syria’s Tartus Port, Boost its Capacity », *Interfax-AVN*, 19 juin 2019 ; « Syria’s Tartus Port to Have Mostly Russian Administration – MP Sablin after Meeting with Al-Assad », *Interfax-AVN*, 20 août

2019. Cet accord fait suite à la signature, en janvier 2019, d’un plan d’action sur la coopération entre les villes de Tartous et de Sébastopol, permettant à la Russie de louer le port pour les 49 prochaines années et de l’utiliser à des fins de transport et commerciales.

⁵¹ Guy Plopsky, « The Mystery of Russia’s S-300V4 SAM System in Syria », *Medium*, May 24, 2018, <https://medium.com/@guyplopsy/the-mystery-of-russias-s-300v4-sam-system-in-syria-39f9c696a13>.

⁵² « Russian Air Defense Systems in Syria can Destroy Targets at Distances of up to 250 km », *Interfax-AVN*, 27 septembre 2019.

⁵³ « Russia to Expand its Hmeimim Air Base in Syria: Reports », *Reuters*, 26 septembre 2019 ; Anton Mardasov, « Four Years in Syria, Russia Expands Military Base, Eyes Challenges Ahead », www.al-monitor.com, 2 octobre 2019.

⁵⁴ *Ibid.*

⁵⁵ « Russia’s Naval Strategy in the Mediterranean », *op. cit.*

⁵⁶ Jonathan Altman, « Russian A2/AD in the Eastern Mediterranean, A Growing Risk », *Naval War College Review*, vol. 69, n° 1, hiver 2016, p. 75.

⁵⁷ « Russia’s New Base in Qamishli is a Message. But for Whom? », www.arabnews.com, 16 novembre 2019.

⁵⁸ « The Russian Military’s ‘Permanent’ Commitment in Syria and the Eastern Mediterranean », *op. cit.*

⁵⁹ « Russian A2/AD in the Eastern Mediterranean, A Growing Risk », *op. cit.*, p. 78.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 73.

⁶¹ La vente du S-400 est également conçue comme un levier pour miner la relation Turquie-OTAN. C’est la raison pour laquelle la Russie s’est montrée particulièrement arrangeante sur les modalités de financement de ce contrat (intervention d’un expert russe dans un séminaire fermé, novembre 2019, Paris).

⁶² Ainsi, sur fond de montée de la pression sur Idlib à l’été 2018, certains experts suggèrent que l’important déploiement de forces « kalibrées » en Méditerranée orientale (avec des bâtiments, outre de la flotte de la mer Noire, des flottes du Nord, de la Baltique, et de la Caspienne) visait peut-être autant à exercer une pression sur la Turquie, alors que celle-ci et la Russie étaient en train de négocier le sort d’Idlib (Ankara étant accusée de ne pas remplir tous ses engagements à cet égard), que sur les Etats-Unis et sur les groupes rebelles qui s’y trouvaient regroupés (« Concentration de navires russes en Méditerranée orientale », *op. cit.* ; « Morskoï chtchit dlia Sirii » [Bouclier naval pour la Syrie], *Izvestia*, 28 août 2018).

⁶³ Sur l’importance du positionnement qu’aurait la Turquie en cas de conflit sur zone impliquant la Russie, voir « Russian A2/AD in the Eastern Mediterranean, A Growing Risk », *op. cit.*, pp. 76-77.

⁶⁴ « US-Russia Rivalry in the Middle East is Now Spilling over into the Mediterranean Sea », www.euractiv.com, 19 août 2019.

⁶⁵ « Concentration de navires russes en Méditerranée orientale », *op. cit.*

⁶⁶ « Russia’s Naval Strategy in the Mediterranean », *op. cit.*

⁶⁷ Par exemple « Four Years in Syria, Russia Expands Military Base, Eyes Challenges Ahead », *op. cit.*, citant une source de l’industrie d’armement russe.

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ « Russia’s Naval Strategy in the Mediterranean », *op. cit.*

⁷⁰ Benjamin Gravis, « Les frégates Admiral Gorshkov. Le début du renouvellement de la flotte hauturière russe ? », <https://www.aren24.news>, 29 novembre 2019.

⁷¹ « Russian Frigate Carrying Kalibr Cruise Missiles Visiting Limassol, Cyprus », *Interfax-AVN*, 28 novembre 2019. Les exercices portaient sur la sécurité maritime avec contrôle de la navigation civile et inspection de bâtiments suspectés de piraterie et d’activités économiques illégales. L’Algérie et la Russie sont liées par un « partenariat stratégique » et entretiennent de bonnes relations. L’Algérie est le principal client de l’industrie d’armement russe dans le monde arabe (elle a notamment acquis le S-300 et des chars T-90). Des coopérations nucléaires sont à l’étude.

⁷² *Russia’s Black Sea Fleet: Toward a Multiregional Force*, *op. cit.*, p. 26.

⁷³ Roger McDermott, « Russian Air Defense and the US Strike on Al-Shayrat », *Eurasia Daily Monitor Volume: 14 Issue: 50*, 11 avril 2017, <https://jamestown.org/program/russian-air-defense-us-strike-al-shayrat/>

⁷⁴ Robert Dalsjö, Christofer Berglund, Michael Jonsson, *Bursting the Bubble, Russian A2/AD in the Baltic Sea Region: Capabilities, Countermeasures, and Implications*, FOI-R--4651—SE, Mars 2019, voir annexe 1, <https://www.foi.se/rest-api/report/FOI-R--4651--SE>

⁷⁵ « Russia’s Eastern Mediterranean Strategy Explained – Analysis », *Jerusalem Post*, 26 septembre 2019.

⁷⁶ Justin Bristow, « Russian Private Military Companies : An Evolving Set of Tools in Russian Military Strategy », *Foreign Studies Office (FMSO)*, 25 août 2019.

⁷⁷ *Asymmetric Warfare Group*, « Russian Private Military Companies – Their Use and How to Consider them in Operations, Competition, and Conflict », avril 2020 p. 11.

⁷⁸ Lester Grau, Charles Bartles, « The Russian Way of War. Force Structure, Tactics and Modernization of the Russian Ground Forces », *Foreign Studies Office (FMSO)*, 2016.

⁷⁹ Major Général Ivan Nikolayevich Vorobyov, “Tactics: The Art of the Offense,” *Military Thought*, mars 2003 voir également la note n°7 de l’observatoire pour un exposé en détail de l’art opératif soviétique puis russe, Philippe Gros, Vincent Tourret, « La synergie multidomaine », *Fondation pour la Recherche Stratégique*, avril 2019.

⁸⁰ Cody Roche, « Assad Regime Militias and shi’ite Jihadis in the Syrian Civil War », *Bellingcat*, 30 novembre 2016.

⁸¹ John Keller, « Leidos gets Navy go-ahead to fabricate TRAPS deep-ocean sonar system prototypes for anti-submarine warfare (ASW) », *Military & Aerospace Electronics*, 25 Juin 2019, <https://www.militaryaerospace.com/sensors/article/14035297/deepocean-sonar-antisubmarine-warfare-asw>